

Jean Baechler, *Guerre, Histoire et Société : Éléments de polémologie*, Paris, Hermann, 2019, 538 pp.

Par Bernard Boëne

Il y a un an, dans ces colonnes, la recension d'un précédent ouvrage collectif dirigé par Jean Baechler, *Figures de la guerre* (2019),¹ présentait le colloque dont il était tiré comme le point d'orgue d'un cycle d'études intitulé "L'Homme et la guerre", lancé une décennie plus tôt, d'où sortiront pas moins de seize volumes à contributions multiples.

On ne savait pas que le même auteur, infatigable, mettait la dernière main à un ultime ouvrage sur la question, paru quelques mois plus tard, avant de passer à autre chose. C'est de ce volume, synthèse générale des conclusions qu'il tire d'une anthropologie de la guerre qui l'a occupé dix années durant (et préoccupé depuis plus longtemps encore), qu'il est question ici.

Guerre, Histoire et Société est l'un de ces livres qui suscitent une admiration mêlée d'effroi, et rendent humbles. On a beau, comme c'est le cas de l'auteur de ces lignes, avoir passé des décennies à fouiller la chose militaire, sa lecture donne le sentiment qu'on s'est contenté d'en gratter la surface : J. Baechler creuse plus profond, plus large, et ouvre des perspectives plus vastes.

Il faut dire que l'auteur part de très loin : des caractéristiques de l'espèce humaine – *libre*, car (seule dans ce cas au sein du règne du vivant) non programmée et dotée d'une conscience de soi ; *grégaire*, mais sujette au conflit et dénuée de tout mécanisme inné de contrôle de la violence ; *finalisée* (le règne humain est écrit en langage stratégique) et rationnelle dans sa recherche de solutions aux problèmes de survie et de sens qui se posent à elle ; mais *faillible* : rançon de la liberté comme non-programmation, l'erreur au regard des fins naturelles de l'Homme est toujours possible, et souvent attestée. De là l'ampleur de la tâche fixée et accomplie : cette étude de la place et du rôle de la guerre dans les évolutions et l'histoire de l'espèce couvre des millénaires – du paléolithique à nos jours – et toutes les aires civilisationnelles. Elle est servie par une érudition sans commune mesure, et la capacité à mobiliser "*ceux qui savent*" lorsqu'elle vient à faire défaut sur des sujets spécialisés.

L'ouvrage comporte 21 chapitres distribués en trois parties respectivement consacrées à la nature, aux dimensions et aux impacts de la guerre. On prendra ici quelques menues libertés avec ce plan, pour mettre en valeur certaines des thèses puissantes qui traversent l'ensemble.

L'envergure titanesque de l'entreprise explique sans doute une facture formelle qui ne manquera pas de surprendre le lecteur peu familier des écrits antérieurs de l'auteur : le texte est exempt de notes de bas de page, et il y est fait un usage très économe des références, renvoyées dans la bibliographie terminale. L'œil un tant soit peu exercé décele pourtant au fil du propos la maîtrise manifeste des acquis et débats théoriques et empiriques, anciens ou récents, de toutes les disciplines des sciences de l'Homme, et de la

¹ Recension signée de Béatrice Chéron, in *Res Militaris*, vol.10, n°1, Hiver-Printemps 2020.

philosophie. Le premier étonnement passé, on comprend qu'un appareil critique digne de ce nom – notes, références détaillées, discussion de la valeur probante des arguments retenus – auraient fait doubler de volume un ouvrage déjà très épais.

Le traitement du sujet consiste en l'application à la guerre d'une démarche générale résolument hypothético-déductive, mûrie de longue date.² L'analyse commence par l'examen du concept définissant l'objet à étudier – ce qu'il est, ce qu'il n'est pas –, précisant ses diverses composantes, et délimitant par déductions successives un champ des possibles. Elle se poursuit par l'énoncé d'une hypothèse centrale de travail, plausible et non contradictoire, qu'on doit pouvoir valider ou invalider en confrontant aux informations factuelles disponibles les conséquences qui en découlent logiquement. C'est la phase philosophique, qui s'accompagne ici d'une série de distinctions fines et d'un certain nombre d'attendus.

L'un est que les choses humaines sont trop complexes pour s'accommoder d'explications par des causes générales ou une seule en dernière instance : les facteurs en jeu sont multiples et en interaction permanente. Pour échapper à la stérilité d'un "tout est dans tout", un point d'Archimède logiquement extérieur aux systèmes à analyser, peu discutable au regard de l'observation et non infirmé par les connaissances acquises, est nécessaire pour servir de point d'appui à une idée directrice. À défaut, la comparaison de deux ou plusieurs cas de figure attestés peut s'y substituer. Déclinée selon des teneurs différentes en fonction des thèmes étudiés, l'idée directrice englobante à laquelle se ramènent toutes les déclinaisons proposées est au bout du compte celle qui résulte des caractéristiques et des problèmes fondamentaux de l'espèce. Un second considérant est que l'activité des humains se déploie sur trois registres qu'il importe de bien différencier – le *connaître*, qui vise au vrai dans sa généralité et s'accumule de façon plus ou moins linéaire au fil du temps ; le *faire* (création d'objets, outils, organisations, institutions ou symboles) qui, visant l'utile et l'efficace dans un cadre culturel défini, donne forme à la matière ou matérialise des formes, et semble répondre à des lignes évolutives paraboliques complexes en U renversé ; enfin, l'*agir*, mobilisation en contexte de moyens au service de fins, qui sous l'influence de circonstances par essence contingentes, changeantes et d'une infinie diversité de détail, mais encore d'interactions humaines sources d'effets inattendus dans l'instant et dans la durée, engendre des évolutions chaotiques : il ne saurait donner lieu à aucune prédiction assurée d'elle-même quant aux produits à en attendre – ce même si, une fois accomplis, ses enchaînements et leurs effets sont rétrospectivement intelligibles. Propriété remarquable : bien qu'ayant leur logiques propres, le connaître (généralité) et le faire (particularité) sont dans la dépendance de l'agir (singularité), puisqu'ils résultent d'expressions actives de la volonté en contexte. Ce qui rend compte d'un autre attendu central : parmi les divers ordres d'activité humaine identifiés, le politique jouit d'une valence plus élevée que les autres, et exerce sur eux une influence à ne jamais négliger. Enfin, la nature humaine, non programmée donc plastique, est virtuelle et ne migre vers le réel que lorsque la socialisation lui permet de s'incarner dans une culture particulière. Autrement dit, comme il sied à une espèce grégaire, on ne devient pleinement humain

² On en trouve l'exposé le plus systématique dans son *Nature et histoire*, long de 1135 pages, publié en 2000 et réédité en 2014 (également chez Hermann).

qu'au travers d'une collectivité mettant en œuvre des solutions particulières aux problèmes fondamentaux posés à l'espèce entière.

Précisément, sa diversité culturelle et son historicité sont la cible du second volet de la démarche, celui de la sociologie : le recensement, l'analyse et la comparaison de configurations données et de leurs évolutions par le repérage parmi elles de régularités, similitudes et différences. Enfin, il revient à l'historien d'analyser et interpréter des objets sociaux datés et situés dans ce qu'ils ont d'unique, sur la base des faits observés et des enchaînements d'événements singuliers qui le constituent.

Concept et hypothèse centrale

Le cadre épistémologique étant posé, la définition conceptuelle adoptée à propos de la guerre est qu'elle est un *conflit violent entre polities sur une transpolitie*. La dimension conflictuelle, fondamentale, ne lui est en rien spécifique puisqu'elle figure parmi les traits premiers de l'espèce comme conséquence des discordes que permet la liberté. La composante violente, elle aussi cardinale, ne l'est pas plus : on la trouve présente dans nombre de phénomènes sociaux qu'on peinerait à qualifier de guerre. À la différence du conflit, toutefois, elle n'est pas inhérente à la nature de l'Homme, sous forme d'instinct ou de pulsion : elle est au mieux un recours toujours possible, surtout si les passions ou l'idéologie s'en mêlent. Beaucoup plus discriminantes à cet égard sont les composantes "politie" et "transpolitie".

Une politie est un ensemble humain cohérent et cohésif, doté d'une structure et d'une organisation, se suffisant à lui-même sous divers rapports, soucieux de son autonomie (souveraineté) et de l'allégeance affective de ses membres. Elle présente deux faces. À l'intérieur, elle s'efforce de faire vivre tous ses membres ensemble sans s'entretuer. Le renoncement de leur part à la violence a pour contrepartie nécessaire l'assurance qu'elle leur offrira un minimum de *paix civile*, ce qui suppose la maîtrise des passions que seul un pouvoir en surplomb peut leur imposer, et de *justice*, définie comme l'effort de dispenser à chacun son dû par la loi, le droit et l'équité. C'est donc un espace de pacification tendancielle. À l'extérieur, au contraire, vis-à-vis d'autres polities, ce dispositif de pacification fait défaut, et le risque existe de conflits débouchant sur une violence de groupe mettant en cause sa survie ou son autonomie, risque qui lui enjoint de s'organiser et s'armer pour y parer. C'est précisément ce qui distingue la transpolitie, laquelle naît dès lors qu'au moins deux polities entrent en interaction : sans contact d'aucune sorte, point de risque de guerre. L'absence en son sein de contrainte effective inhibant le recours des polities à la violence contre d'autres explique que la paix n'y soit pas le fruit de la justice : elle n'est que la non-guerre – peut-être, en réalité souvent, provisoire.

Une telle définition comporte un corollaire : elle réactive la vieille opposition entre *polemos* et *stasis* – guerre étrangère et guerre civile. J. Baechler reconnaît que rien ne les distingue s'agissant des dimensions seconde et tierce – instrumentale et opérationnelle – de la guerre. Mais leur sens et leurs modalités au regard de sa dimension première, politique,

divergent au point qu'il convient de réserver à la guerre civile un traitement à part (un chapitre entier, le troisième,³ lui est consacré).

Quant à l'hypothèse centrale de travail, elle peut s'énoncer comme suit : la fin du politique, ordre polyvalent, est la paix ; celle-ci est donc première ; signant l'échec de la pacification d'un conflit, la guerre a pour fin la victoire, paix imposée par le vainqueur.

Les polities : formation et variétés

Le comportement des polities sur la transpolitie est, à titre dominant voire exclusif, sensible à leur morphologie – le ciment qui les tient ensemble, et la forme, précisément circonscrite ou non, qui est la leur. Elle s'incarne en un nombre limité de variétés.

Avant l'holocène

Les premières sociétés, des millénaires durant, furent des bandes, hordes, ou ethnies, qui en raison de leurs petits effectifs règlent leurs conflits par la proximité de leurs échanges, ou par l'essaimage : ce sont des cultures plus que des polities. En raison d'une saturation démographique relative des espaces, au paléolithique tardif et au mésolithique, la tribu s'y substitue graduellement. Segmentaire, la configuration tribale, si elle s'en rapproche, ne précipite pas encore la constitution de véritables polities, en ce que tribus et chefferies de chasseurs-cueilleurs et pasteurs nomades se dispensent d'organes politiques spécialisés. Si les tribus connaissent le conflit et la violence, elles restent étrangères à la guerre, au sens défini, en raison d'enjeux de pouvoir, richesse ou prestige encore faibles, mais aussi et surtout parce qu'elles connaissent un mode de résolution des conflits original : un mécanisme de fission-fusion, qui voit les segments amis se rapprocher en phase conflictuelle pour équilibrer les rapports de puissance entre coalitions en présence, de sorte qu'aucune ne puisse aisément l'emporter, et s'éloigner les uns des autres dès que le besoin ne s'en fait plus sentir. Pour ces coalitions éphémères, la victoire et plus encore l'anéantissement des vaincus ne présentent guère d'intérêt, ce qui favorise la négociation et la modération. En d'autres termes, dans cette phase segmentaire primitive de l'humanité, l'alternance de périodes de conflit et de calme engendre des va-et-vient entre polities à peine ébauchées, de type confédéral, et transpolitie dont la violence virtuelle se trouve considérablement atténuée. Les choses changent à cet égard, de façon sensible quoique graduelle, au néolithique.

On note au passage que la guerre, au sens retenu (*polemos*), n'a pas toujours existé – on n'en trouve pas trace dans la phase primitive, longue de plusieurs millénaires, de l'humanité –, qu'elle n'est donc pas partie intégrante de la condition humaine, mais un phénomène historique et culturel. Et que par conséquent, elle pourrait un jour disparaître : il suffirait pour cela que l'humanité s'unifie politiquement, autrement dit qu'à la transpolitie se substitue une politie unique, soit par la conquête impériale, soit par l'intensification des échanges de tous ordres à l'échelle planétaire et la prise de conscience d'intérêts et d'un

³ L'auteur s'y interroge sur le point de savoir si le terrorisme peut être ou non rattaché à la guerre. S'il est vrai que la lutte contre lui est du ressort de la police plus que de l'armée, et que ses chances de l'emporter par lui-même sont nulles au plan militaire, ses motivations sont idéologiques, et relèvent donc du politique : "l'attentat perpétré contre une politie ou à l'intérieur d'une politie est une déclaration de guerre ou de guerre civile" (p.73).

destin communs. Mais demeurerait alors la possibilité d'une contestation de cet ordre politique planétaire, par voie de sécession ou de guerre civile (*stasis*) mondiale.

Après le paléolithique

Avec la néolithisation se généralisent lentement des changements apparus ici et là au mésolithique, et qui font système : passage d'une économie de prédation (cueillette, chasse, pêche) à une économie agro-pastorale, sédentarisation des populations, croissance démographique (d'un facteur cent). Les transpolitiques s'affirment par l'augmentation des occasions de conflit, les enjeux de richesse, pouvoir et prestige s'accroissent, conférant plus d'intérêt à la prédation entre groupes et à la conquête de territoires. La guerre fait son apparition,⁴ tandis que les politiques se solidifient par l'émergence d'organes politiques en leur sein et de morphologies aux contours territoriaux moins flous.

Les premières sont les cités, telles qu'on les connaît dans l'antiquité grecque et au Moyen-Âge européen : leur existence en grappes de même culture suggère qu'elles procèdent à l'origine de segments désormais politisés ; pour elles, morphologie et politique coïncident parfaitement. En dehors d'elles prolifèrent les royaumes sur des transpolitiques guerrières dont l'issue ultime – l'attracteur habituel – est l'empire continental par voie de conquêtes successives : toutes les aires civilisationnelles (Asie antérieure, Inde, Chine, Amérinde, Méditerranée) sont passées par-là, *sauf une* : l'Europe post-romaine, qui après l'échec de l'éphémère tentative carolingienne de restauration de l'empire latin d'Occident résistera à toutes les tentatives ultérieures d'impérialisation. L'empire fait tant bien que mal régner la paix intérieure, mais il a une faiblesse : il vit au-dessus de ses moyens en raison de sa surextension même et de coûts militaires et administratifs que l'impôt qu'il prélève peine à couvrir. Il est parfois détruit de l'extérieur, comme en Amérinde, mais son destin le plus fréquent est l'usure, l'agitation moins bien maîtrisée aux marches ou frontières, la montée en puissance de forces centrifuges, et la désintégration finale (seul l'empire du Milieu, mieux protégé que d'autres par sa géographie, a pu durer 2000 ans).

La désintégration impériale engendre une situation anarchique d'où peuvent sortir d'autres empires au terme d'un nouveau cycle de conquêtes successives, et dans de très rares cas, des féodalités – l'Europe du 10^e au 13^e siècle, le Japon du 13^e au 16^e sont les seuls attestés –, morphologies morcelées et fluides, qui ne sont pas sans rappeler la segmentarité tribale. La féodalité consacre des aristocraties, haute et basse, qui usurpent des pouvoirs régaliens, mais tempèrent et rendent supportable l'insécurité générale par des liens d'emboîtement des fiefs et d'allégeance personnelle entre suzerains et vassaux. Les conflits entre politiques seigneuriales d'abord minuscules sur une transpolitique chaotique n'en demeurent pas moins, qui mèneront au fil du temps à des concentrations de pouvoir et de territoires par la guerre ou des alliances dynastiques.

⁴ Pour J. Baechler, la guerre a donc une date de naissance, vers 12-10 000 ans avant notre ère : "*l'archéologie ne signale aucun indice univoque de guerre avant le mésolithique*" (p.113). Il s'appuie en cela sur les travaux de Jean Guilaine, Douglas Fry et Marylène Patou-Mathis, et s'inscrit en faux contre ceux de Lawrence Keeley, porteur de la thèse d'une humanité originellement tueuse. Tout au plus concède-t-il à Keeley que les premières guerres ont pu être plus meurtrières que nombre de celles qui ont suivi, notamment à l'âge moderne, car entre-temps les capacités de contrôle de la violence se sont accrues (p.119). Il ajoutera (p.471) que, si d'aventure de nouvelles découvertes archéologiques devaient un jour avancer la date de naissance de la guerre, la théorie polémologique proposée ne s'en trouverait pas altérée.

En Europe, et là seulement, ces concentrations donnent naissance à une morphologie autre que l'empire : la nation, d'abord incarnée dans des royaumes. À compter du tournant du 15^e siècle, de longs affrontements (à commencer par celui qui oppose Anglais et Français sur le continent) émergent en leur sein des identités conduisant au fil des siècles à une certaine unification culturelle à leur échelle. La nation, comme la cité avant elle, fait coïncider morphologie, société, culture et politique. Elle dévalorise les groupements qui s'interposent entre elle et l'individu et, fidèle à son caractère agonistique d'origine, elle est volontiers guerrière (jusqu'à ce que les catastrophes du 20^e siècle ne lui en fassent passer le goût). La nation est une morphologie fragile, "*à la merci de toute perturbation infligée aux conditions qui l'ont rendue possible*" (p.49), mais résiliente puisqu'elle a survécu six siècles durant et résiste encore aujourd'hui.

Les structures de la transpolitie

Si la guerre est bien un conflit violent entre politiques sur une transpolitie, la structure de cette dernière importe. Pour commencer, elle varie selon le degré d'homogénéité ou d'hétérogénéité des politiques qu'elle met aux prises. Par ailleurs, la guerre polarise et simplifie : elle prend la figure du duel même si plusieurs politiques s'y trouvent impliquées, car elle invite à se coaliser de part et d'autre. Le duel est un jeu qui domine les joueurs au travers d'une suite d'actions-réactions plus ou moins imprévisibles, mais ouvrant toujours la possibilité de surenchères successives et d'une montée aux extrêmes de la lutte à mort. De là l'hypothèse que "*la transpolitie est le siège d'une logique intrinsèque*" (p.77) qu'il importe d'explorer.

Sur le premier point, l'auteur reprend, pour la préciser, la distinction opérée par Raymond Aron dans *Paix et guerre entre les nations*. Différences et similitudes entre parties belligérantes ne sauraient s'apprécier globalement : les constats peuvent diverger selon la dimension considérée.⁵ L'homogénéité ou l'hétérogénéité ne suffisent pas à prédire les finalités ou les modalités des guerres : certaines des plus âpres ont eu lieu entre politiques appartenant à une même aire civilisationnelle et de cultures proches. Ce facteur n'est donc qu'un parmi d'autres, et son influence doit s'apprécier en contexte.

Le second point donne lieu à des développements familiers. Si par définition une transpolitie à un joueur ne saurait en être une, la coalescence de plusieurs la transforme en politique, tandis qu'elle devient hégémonique si une politique domine sans partage un nombre variable d'autres. Un jeu à deux puissances ("dipolaire"), ou le jeu à trois ou quatre qui s'y ramène par le biais de coalitions (2 contre 1, 2 contre 2, 3 contre 1), est instable et peut conduire à la lutte à mort et à l'élimination de l'ennemi, comme entre Rome et Carthage (du moins jusqu'à l'apparition au 20^e siècle d'armes de destruction massive qui rendent cette éventualité suicidaire pour les deux camps – sans faire disparaître l'antagonisme). C'est un jeu à somme nulle, "*privé d'un attracteur permettant de viser un point fixe*

⁵ J. Baechler retient six critères : la fréquence des contacts (est homogène une transpolitie où les politiques ont à tenir compte des autres de manière permanente, et hétérogène celle où le contact est ponctuel ou épisodique) ; l'appartenance ou non à une même culture ou civilisation ; le potentiel militaire, matériel, humain et moral (symétrique ou non) ; le type de régime politique, et son degré de légitimité et de cohésion ; le type et le degré de prégnance des idéologies ; enfin, l'attitude concordante ou divergente des belligérants vis-à-vis des prescriptions du droit international de la guerre.

d'entente et d'éviter l'alternative du tout ou rien" (p.89), qui s'impose aux deux puissances ou coalitions quand bien même elles souhaiteraient s'y soustraire.

Le jeu "polypolaire" à beaucoup d'acteurs dont aucun n'est en mesure de l'emporter sur tous les autres est rare dans l'Histoire : les exemples cités sont Madagascar aux 15^e-16^e siècles, l'Inde classique et les féodalités européenne et japonaise. Il est instable et violent pour d'autres raisons que dans le cas dipolaire. Le coût élevé des transactions entre un grand nombre de polities rend difficile voire impossible la fixation de règles communes : la transpolitie est anomique, et fournit une bonne approximation de ce que Hobbes appelait l'état de nature – la guerre de tous contre tous. L'incertitude est radicale, et conseille l'offensive : "*attaquer, dès que l'on se sent ou se croit plus fort, pour éviter d'être attaqué en position de faiblesse. Comme chacune fait le même calcul rationnel et que des fluctuations sont inévitables dans le rapport des forces, il y a en permanence des attaquants et des attaqués*" (p.85). L'absence de règles explique que les modalités de la violence guerrière puissent revêtir un caractère parfois sauvage. Le système connaît un attracteur : dès lors que le vainqueur absorbe le vaincu et que de conquêtes en conquêtes le processus se généralise dans la durée, l'issue la plus probable est la paix par l'unification politique forcée, stable dans des royaumes relativement homogènes, plus fragile au sein d'un empire composite.

Enfin, le jeu "oligopolaire" se caractérise par une transpolitie de 5 à 7 joueurs dont aucun ne peut l'emporter sur une coalition de tous les autres, et où les coûts de formation de coalitions (ou de renversement d'alliances) sont nuls en raison du nombre restreint de polities impliquées. Des coalitions se forment donc spontanément pour obliger toute politie à prétention hégémonique disposée à les enfreindre à respecter des règles du jeu transpolitique qui émergent par essais, erreurs et tris et se fortifient par autocatalyse. Chaque politie se persuade que sa défection vis-à-vis de la coalition permettrait au candidat à l'hégémonie d'appliquer la tactique d'Horace face aux Curiaces et de sortir finalement vainqueur. Chacune est ainsi assurée de ne pas rester seule face à un tricheur, ce qui engendre de la confiance (là où les autres jeux favorisent la méfiance). Il en résulte un équilibre dynamique car la logique intrinsèque d'une configuration où "*si chaque politie agit rationnellement dans son propre intérêt, toutes en tireront des avantages*" (p.96) est un jeu à somme positive. Tous les joueurs ont intérêt à adopter une stratégie défensive de maintien de cet équilibre, qui exclut la passivité de leur part.⁶ Les occasions de conflit sont fréquentes, qui si elles sont mal gérées peuvent rompre l'équilibre et provoquer des guerres, soit limitées par des enjeux faibles, soit générales si deux coalitions s'affrontent. Mais l'équilibre finit par se rétablir, si bien qu'à conditions égales le jeu oligopolaire peut se perpétuer malgré ses fluctuations. Les illustrations historiques se laissent ranger en deux classes : d'une part, la segmentarité tribale, "*oligopolaire de fondation*", qui pendant des millénaires a donné à l'humanité la stabilité et l'équilibre transpolitiques comme son état normal ; d'autre part, trois cas isolés – la Grèce des cités du 6^e au 4^e siècle, le Japon entre 1600 et 1867, et l'Europe entre le 15^e et le 20^e siècle. Une telle rareté tient à ce que le reste du monde demeure longtemps soumis à des logiques plus instables à attracteurs impériaux.

⁶ L'auteur notera dans le dernier chapitre que l'oligopolarité vérifie la maxime romaine *si vis pacem, para bellum*, là où la dipolarité impliquerait plutôt *si vis pacem, fac bellum*.

L'oligopolarité vise donc la paix par l'équilibre, rétabli par la guerre s'il est rompu. C'est le régime formalisé en Europe par les traités de Westphalie de 1648. Il a pu être déstabilisé par des commotions idéologiques, comme la Réforme ou la Révolution française, mais l'équilibre est finalement restauré (comme, par exemple, après le Congrès de Vienne de 1815, qui ouvrira un siècle de paix relative sur le continent). Ce *jus publicum europaeum* sera ruiné par la catastrophe humaine de 1914-1918 qu'il n'a pu éviter, et par le traité de Versailles de 1919, qui commet l'erreur de punir l'Allemagne plutôt que de se contenter de mettre en place, comme en 1815, un nouvel équilibre viable.

Influence des milieux naturels

Le chapitre VI, consacré aux contextes physiques de la guerre, aux ressources qu'ils fournissent et à la configuration des espaces, étudie leur influence sur les polities, la transpolitie, les finalités, les dimensions instrumentale et opérationnelle de la guerre. L'agriculture et la capacité d'autarcie, distances et transports, le caractère naturellement centrifuge ou centripète des espaces, le climat, les côtes, les chaînes montagneuses et les vallées fluviales, l'insularité, la démographie influent sur la formation, la délimitation et la survie des polities, ou encore sur la manière dont elles ont à l'origine surmonté la segmentarité tribale. Les données géographiques font de même avec les transpolitiques. Certaines se prêtent assez bien à l'émergence de configurations dipolaires destinées à l'unification par le vainqueur : c'est le cas, par exemple, de la Chine à la haute époque, de l'Égypte ancienne ou de l'Inde classique. Mais plus généralement la dipolarité transpolitique est le schéma le plus fréquent dans la documentation historique, ce qui (même en tenant compte des biais probables de dénombrement qu'elle recèle) éclaire le phénomène dominant de l'attracteur impérial. En sens inverse, les contraintes de contiguïté expliquent la rareté historique de la polypolarité. Le cas de l'oligopolarité est plus complexe, et fait intervenir le hasard. En Europe, par exemple, le milieu naturel favorise les forces centrifuges au niveau du continent, et les forces centripètes à l'échelon des régions. Les polities ont donc été régionales, et de manière contingente, au sortir de la dispersion féodale, aucune n'a été en mesure de l'emporter sur une coalition de toutes les autres : il aurait pu en aller autrement. Le hasard a voulu que le royaume qui était probable au centre du continent n'a pas vu le jour : *"Il se trouve qu'entre 1425 et 1450, la recomposition a résulté en un système oligopolaire régional, les Allemagnes, et a perpétué leur dispersion jusqu'au 19^e siècle et Bismarck, et même jusqu'en 1989 !"* (p.132).

Les milieux naturels affectent encore les finalités : ils ont conditionné l'attracteur impérial et la survie des empires. En Chine, une géographie favorable a rendu possible l'exceptionnelle longévité de la *pax sinica* que les dynasties impériales ont fait régner tant bien que mal à l'extérieur comme à l'intérieur. La Rome impériale, en revanche, centrée sur la Méditerranée, au carrefour de trois plaques civilisationnelles – l'Asie antérieure, l'Afrique du Nord et l'Europe – a réuni par la guerre des portions de chacune, et a été en permanence confrontée à des ennemis sur toutes ses frontières. Elle n'a donc pu échapper à un destin essentiellement militaire : la *pax romana* n'a eu d'existence que dans certaines zones protégées par leur situation géographique. Les coûts militaires se sont avérés ruineux

sur le long terme, engendré un repli sur soi et des forces centrifuges, pour finalement disloquer l'empire latin (la partie grecque survivant à Byzance sur une zone plus facilement défendable).

L'examen de l'influence des milieux naturels sur la dimension instrumentale de la guerre est "*plus pauvre en enseignements*", car cette dimension est "*essentiellement d'ordre institutionnel, organisationnel, informationnel, intellectuel, moral, technique...*" (p.141). Il n'en donne pas moins l'occasion de développements sur la guerre et le climat, la disponibilité des ressources, l'inventivité et le facteur démographique.

La dimension opérationnelle est abordée par les objectifs : "*Politiques, ils ouvrent sur trois possibilités : dissuader, gagner, ne pas perdre. Stratégiques, ils cherchent à défaire, démoraliser, épuiser... Tactiques, ils visent une attaque frontale, une prise en tenaille, un encerclement, une concentration de puissance, la dispersion concertée, la surprise, la ruse...*" (p.144). La discussion de thèmes clausewitziens (profondeur stratégique, centre de gravité, contradiction entre la concentration des forces nécessaire pour détruire l'ennemi et leur dispersion pour occuper le terrain, supériorité stratégique de la défense sur l'attaque, etc.) en relation avec les milieux naturels débouche sur des conclusions qu'il convient de méditer :

Il semble que les stratégies de la dissuasion et de la non-défaite sont gagnantes dans la guerre et que vouloir gagner est un mauvais calcul. Tout au contraire, à l'échelle des siècles et des millénaires, l'attaque triomphe, comme le démontre la coalescence politique irrésistible (p.146).

[L]a documentation historique ne laisse aucun doute : les vainqueurs ultimes ont été les empires continentaux, terrestres et non maritimes. La mer et la marine n'ont pas tenu de place notable et encore moins décisive en Chine, en Inde, en Asie antérieure, en Amérinde, pour les Mongols et les Russes. Qui plus est, une fois l'empire achevé, la marine ne joue plus aucun rôle. L'explication se présente d'elle-même. La terre procure tous les moyens de dissuader et de ne pas perdre contre qui veut gagner. Au contraire, une puissance maritime combine difficilement les avantages de la terre et de la mer, non seulement en raison des coûts, mais peut-être aussi pour des raisons culturelles et psychiques : les continentaux n'ont pas le sens de la mer ou difficilement, comme en témoigne l'exemple de Napoléon, et les marins ont du mal à développer celui de la terre et de ses pièges. L'Angleterre et les États-Unis paraissent faire exception, comme le Portugal, la Hollande, Venise ou Athènes autrefois. Ce sont des exemples de thalassocratie, mais ce ne sont pas des empires, sinon par abus de langage. Ce sont des politiques attachées à la maîtrise des mers pour des raisons avant tout économiques (*ibid.*).

Les dimensions de la guerre

La seconde partie (chapitres VII à XII) s'intéresse aux déclinaisons des trois facettes – politique, instrumentale, opérationnelle – de la guerre.

Dimension politique

Le chapitre VII examine le rapport à la guerre des régimes politiques, dont il considère les deux variétés fondamentales, autocratique et démocratique. Le premier repose sur la contrainte et la peur, à moins qu'il ne rallie le peuple à sa cause en prenant

appui sur un principe supérieur, idéologique ou religieux (“hiérocration”). Il se méfie de l’appareil du pouvoir qui pourrait vouloir l’exercer ou le subvertir à son profit. Sa stratégie rationnelle serait de s’isoler des autres politiques pour se constituer en forteresse inexpugnable, et de s’abstenir de la guerre, trop incertaine quant à son issue. Mais il n’a aucun moyen de se prémunir des dangers d’une transpolitie qu’il ne maîtrise pas, et opte soit pour une stratégie défensive (une aventure extérieure peut lui être fatale), soit pour une stratégie de dissuasion contre un premier assaut (ou, aujourd’hui, d’assurance de survie par la détention d’armes de destruction massive). Mais la pente la plus probable conduit à l’attracteur impérial, c’est-à-dire à la conquête et l’absorption par une autocratie plus puissante.

En régime démocratique, la politique s’incarne dans les citoyens, source ultime du pouvoir, qui ne pourraient sans elle jouir de la paix civile et du principe de justice. Il est à présumer qu’ils seraient prêts à se battre pour la défendre en cas d’attaque. La démocratie fidèle à son concept éprouve du mal à se décider à la guerre parce qu’elle pose en principe la résolution des conflits par la négociation et le compromis. Elle peut être lente à s’y préparer. Une démocratie en position d’infériorité n’a aucune raison d’en attaquer une plus puissante, qui elle-même trahirait ses principes en l’attaquant : le plus probable est une satellisation de la première. Face à une autocratie puissante, ses chances de survie furent d’abord faibles ou nulles : ce fut le sort de beaucoup de cités historiques. Il a fallu attendre les fruits de la modernisation occidentale pour que la démocratie démontre sa plus grande efficacité jusque dans la guerre.

Les enjeux, c’est-à-dire les raisons de battre, sont les mêmes pour les politiques que pour les individus : humeur querelleuse, différends opiniâtres, richesse, pouvoir, prestige, honneur, gloire. La culture, la religion, l’idéologie peuvent y contribuer, et à travers elles la contagion entre politiques. Plus intéressante est la fin de la guerre entendue tout à la fois comme finalité et aboutissement. La guerre est *“contingente, car la dispersion en politiques plurielles n’est pas incluse dans le concept d’humanité. Bien au contraire, la pacification par la justice exige, conceptuellement, une politique étendue à l’humanité entière”* (p.173). La fin des politiques est d’assurer la pacification et d’affronter le risque de guerre, si possible en l’évitant par la négociation, la diplomatie, et un droit transpolitique qui, s’il se densifie et est respecté, transforme insensiblement la transpolitie en quasi-politique *“dont l’horizon est une politique planétaire et les étapes la mise en place de dispositifs et de procédures communs, chargés de gérer des problèmes communs. Il se pourrait que ce soit la situation actuelle de l’humanité et son horizon politique plausible”*. Une telle finalité ultime *“pour s’effectuer, doit affronter en attendant les risques infiniment probables de conflits violents appelés guerres. La guerre n’est effectivement pas une fin de la politique, mais une occurrence dont la gestion lui incombe, comme il lui revient de pacifier par la justice”* (ibid.).

Dimension instrumentale

Suit un chapitre (VIII) sur les instruments de la guerre : les armées et les techniques de tous ordres que la politique met en œuvre pour gagner, ne pas perdre ou dissuader. Les quelques pages sur les institutions militaires retrouvent les problématiques de ce qu’il est

convenu d'appeler la sociologie militaire : la *finalité de l'armée* (la paix par la victoire) ; l'*armée comme organisation* (marquée par la centralité de la culture guerrière, et rationnelle mais prise dans la contradiction d'une préparation qui vise le prévisible quand l'action dramatise le hasard, si bien que la seule pédagogie qui vaille doit apprendre à improviser et s'adapter à l'imprévu) ; la *gestion de la violence* (visant soit l'anéantissement de l'ennemi, soit la conquête, soit l'équilibre, avec risque de montée aux extrêmes) ; enfin, *l'armée et les régimes politiques* (tous concernés par le spectre d'une prise du pouvoir, pour leur propre compte, de ceux chargés de manier les armes, problème que chaque régime résout à sa manière propre : la démocratie s'en remet au principe *divide et impera* ; l'autocratie, à la terreur et la corruption. La difficulté est de subordonner le militaire au politique sans porter atteinte à son efficace opérationnelle propre).

Très diverses, les techniques, quant à elles, ont toutes l'efficacité pour fin. Elles ne se confinent pas aux seuls armements, mais incluent la mobilisation, le renseignement, le secret, la ruse, l'information et la propagande, l'organisation dérogatoire de l'économie et des pouvoirs en temps de guerre, le maintien du moral et de la motivation à se battre, etc. Peu sont spécifiquement militaires : elles viennent souvent du civil et précèdent la guerre ou, si elles innovent à cette occasion, beaucoup donneront lieu à des applications civiles après elle. Seul change le caractère systématique de leur utilisation. Par ailleurs, l'arme absolue qui à elle seule permettrait de vaincre n'existe pas (les armes de destruction massive pourraient prétendre à ce titre mais, si elles sont présentes et utilisées des deux côtés, elles enlèvent son sens à la victoire par la ruine de tous), et un avantage technique innovant a peu de chances de le rester longtemps : il se diffuse vite dans tous les camps et suscite des contre-mesures selon l'équilibre dynamique bien connu de l'épée et de la cuirasse. Il n'en reste pas moins que "*tous les empires ont été construits par les guerres gagnées par une politique qui a su maintenir une certaine avance technique sur les autres*" (p.194).

Dimension opérationnelle

Deux chapitres (IX et X) portent sur la troisième dimension, celle qui met en œuvre la dimension instrumentale au service de la dimension politique. Le premier est consacré à la stratégie, lieu de dilemmes (rester passif ?, attaquer ?, répliquer ?, pour quoi faire – conquérir, restaurer l'équilibre ?, par quels moyens et avec quels risques ?) qui réclament les décisions politiques les plus graves "*car l'enjeu est la survie même de la politique et des conditions communes de la bonne vie de chacun. Cette conclusion permet au philosophe d'ériger la guerre en facteur le plus décisif de la condition humaine, non seulement politique, mais encore considérée dans tous les ordres de l'humain : la guerre est un objet total*" (p.203). Le soldat, lui, se meut de fondation dans l'agir et le singulier, et aucune recette toute faite ne saurait l'aider dans des circonstances incertaines jamais intégralement identiques à d'autres suggérées par l'expérience. Pour lui, la fin de la guerre n'est pas la paix mais la victoire. Il en résulte que les raisonnements du politique et du militaire, chacun dans son rôle, peuvent diverger radicalement, et que dans la guerre le point de vue militaire puisse l'emporter.

La discussion des centres de gravité chez l'ennemi selon Clausewitz conclut que ceux-ci peuvent être divers et orienter en conséquence la stratégie, mais qu'ils comportent toujours la destruction des forces ennemies. L'analyse proposée part des morphologies, lesquelles définissent des centres de gravité qui appellent des stratégies dominantes, et suggèrent le recours privilégié à telles ou telles figures de la violence guerrière. À titre d'illustration, J. Baechler étudie alors quatre systèmes de jeu : la segmentarité tribale contre l'empire ; la cité ou la nation contre des polities analogues ; l'insurrection contre la répression ; enfin l'apolitie contre la politie.

Empire contre tribus

Dans le premier cas, si l'empire attaque en force, la tribu se disperse, et la défense en tire un avantage décisif car si l'empire vainqueur occupe le territoire, il disperse ses forces et devient vulnérable en maints endroits à des rapports de force locaux qui ne sont pas en sa faveur. La tribu ne peut pas gagner, mais elle peut ne pas perdre. La seule stratégie perdante pour elle serait de regrouper ses forces pour attaquer, car elle est alors sûre d'être anéantie. Son centre de gravité est le mécanisme de fusion-fission décrit plus haut, tandis que celui de l'empire est son appareil de pouvoir. La documentation historique montre que la stratégie tribale consiste à s'abstenir de provoquer l'empire tant qu'il est fort, et consentir à sa suzeraineté douce, avant d'attaquer en force pour s'emparer de ses centres de décision dès que son déclin inévitable et la décomposition de son appareil de pouvoir passent un certain seuil. C'est exactement ce que décrit Ibn Khaldoun s'agissant de l'Asie antérieure, ou Lattimore (1967) de l'histoire chinoise – et ce qu'on trouve depuis des millénaires dans la zone sahélienne.

Du côté de l'empire, une première stratégie consiste à attaquer en force pour tuer tout le monde (comme l'ont fait les Russes historiquement, et jusqu'en Tchétchénie il y a peu), déporter des populations entières (à l'exemple des Assyriens) ou les réduire en esclavage (à la façon de l'empire romain). Une seconde stratégie, plus subtile, consiste à diviser les tribus en en attaquant certaines mais pas d'autres (comme Jules César face aux tribus gauloises, ou certains empires coloniaux plus récents), afin de bloquer le mécanisme de fusion-fission. Une troisième est de les satelliser par une soumission douce qui préserve leurs us et coutumes, en attendant qu'elles s'intègrent d'elles-mêmes. On peut même les utiliser à cette fin comme main-d'œuvre économique et militaire. Mais cela suppose que l'empire ait les moyens et la volonté de punir toute marque d'insoumission, sous peine de périr en phase de déclin pour avoir introduit le loup dans la bergerie, comme au bas empire latin.

Cité contre cité, nation contre nation

Ces morphologies coïncidant avec des polities ont pour caractéristique d'être parties prenantes dans un système de jeu transpolitique équilibré, aucune ne pouvant l'emporter sur une coalition de toutes les autres, ce qui rend improbable l'unification par la force à l'initiative de l'une d'elles. (Mais elles peuvent succomber à la conquête extérieure, comme ce fut le cas des cités antiques grecques et médiévales italiennes). La stratégie dominante est donc défensive, et recherche la préservation de l'équilibre au sein de la

transpolitie. La participation au jeu est requise de chaque polities, sous peine de ruiner cet équilibre. Grâce au nombre gérable de joueurs, la négociation et la diplomatie sont élevées au statut d'instruments de la gestion des relations entre eux, au même titre que la guerre. Le centre de gravité de chacun est la volonté de se battre, au premier chef celle des dirigeants, quel que soit le régime politique. C'est pourquoi l'agresseur cherchera à détruire les forces de l'agressé pour le démoraliser et le contraindre à négocier un retour à la paix. L'agressé, de son côté, doit maintenir à tout prix le moral des troupes et de la population, et s'il échoue, rendre l'occupation du terrain aussi coûteuse que possible en obligeant l'agresseur à disperser ses forces. Dans tous les cas, la lutte à mort menace, quoique la nature du jeu favorise la modération en vue d'un nouvel équilibre viable.

Insurrection et répression

Le cas d'une population dominée par une puissance supérieure et qui s'insurge en prenant les armes pour obtenir ou maintenir son indépendance connaît trois variétés, selon que le dominant est un empire, une nation ou une polities qui intervient dans une autre pour imposer un régime, des dirigeants ou une décision dont la population ne veut pas. Les deux premières opposent une polities actuelle à une polities virtuelle, la troisième seule répondant classiquement au concept de *guerre-polemos*. (Le cas d'une population qui recourt à la violence collective contre ses propres dirigeants relève en revanche de la logique de la guerre civile ou de la révolution. Elle n'en constitue pas moins une quatrième variété, différente dans la dimension politique, mais semblable dans ses dimensions militaires, instrumentale et opérationnelle).

Des deux côtés, le centre de gravité est encore la volonté de se battre. Les insurgés ont peu de chances de l'emporter militairement, mais peuvent obtenir gain de cause politiquement si la population subjuguée (dans laquelle ils se fondent souvent) les soutient et si le coût de la répression est élevé pour la partie dominante. Pour celle-ci, tout dépend de la valeur de l'enjeu à ses yeux, et de l'acceptabilité d'une défaite politique alors même qu'elle ne peut pas perdre militairement. L'opinion publique, chez le dominant, joue donc un rôle-clé. La démocratie y est plus sensible qu'une autocratie, cette dernière plus déterminée à réprimer car une défaite face à l'insurrection peut la déstabiliser. La stratégie insurgée est la même que dans le cas de la tribu contre l'empire, recours à la guérilla et au terrorisme en plus. L'unité de l'organisation est pour elle d'une importance capitale, et l'incline à réprimer sévèrement les fauteurs de dissensions politiques en son sein. Il importe également pour elle d'apparaître comme une victime, notamment aux yeux de spectateurs externes impartiaux, afin qu'ils fassent pression sur le dominant.

La stratégie de ce dernier est d'abord de gagner ou de ne pas perdre, de susciter des divisions parmi les insurgés et leurs soutiens, et de confier à la police le soin de traquer les dirigeants de l'insurrection. Le renseignement est pour lui vital face au risque d'embuscades ou de terrorisme, et la tentation est forte de l'obtenir par tous moyens, y compris la torture, le quadrillage et la surveillance étroite de la population pour gêner les activistes en son sein – toutes choses qui, en régime démocratique, risquent de détourner une partie de sa propre opinion publique de l'effort de pacification forcée en cours, mais dont un régime autocratique s'accommode fort bien.

Politie contre apolitie

“*Ce cas de figure est inédit (...). Il oppose à un ensemble de politiques actuelles une non-politie, à qui l’on peut convenir d’appliquer un néologisme, une apolitie*” (p.223). On se réfère ici à Al-Qaeda et Daesh, groupes organisés dont la fin politique est “*une utopie transpolitique ambitionnant de dépasser les partages politiques au bénéfice d’une politique planétaire (...) définie comme une communauté religieuse, ou plutôt idéologique, composée de tous les adhérents à une même foi et croyance et, tendanciellement, de tous les humains*”. Leur action est plus proche de la piraterie que de la guerre, quoiqu’elle vise non pas des profits illicites mais des conquêtes en vue d’une politie inédite où les incroyants seraient éliminés, asservis ou soumis à un statut inférieur. Elle n’est pas sans rappeler les conquêtes arabes au 7^e et mongoles du 13^e siècle. “*Il est permis d’avancer que [cette] innovation a quelque rapport avec la rencontre de la mondialisation moderne et de la sociabilité traditionnelle de l’islam*” (*ibid.*). Ces groupes ne peuvent pas gagner au plan militaire (la probabilité est nulle que l’*umma* puisse être imposée par la force au monde entier), et leur situation est semblable à celle des insurgés face à la répression intrapolitique dont il était question précédemment. Le centre de gravité de part et d’autre est la volonté de se battre et son maintien dans la durée. La stratégie de l’apolitie est de ne pas perdre et de rechercher, par sa capacité de nuisance (attentats, propagande), la lassitude de la politie lorsqu’elle fait face à des démocraties, et la hausse des coûts de la répression aux yeux d’autocraties. Parce que ces dernières peuvent se permettre le recours à une violence extrême, l’apolitie a donc pour cible privilégiée les politiques démocratiques, soumises à des opinions publiques qu’il s’agit pour elle de faire vaciller par la terreur et la victimisation. Pour ce faire, il lui faut nier la défaite, et continuer à recruter des sectateurs fanatisés par le désespoir et l’humiliation, disposés à mourir pour la cause. Lorsque la défaite devient évidente, ce réservoir finit par se tarir. Du côté des politiques attaquées, qui ne peuvent pas perdre, la prudence et le discernement s’imposent afin de ne pas risquer d’élargir le vivier de fanatisables et de voir redoubler les nuisances terroristes. Les démocraties doivent reconnaître qu’il ne s’agit pas d’une guerre, et compter sur le renseignement et la traque policière pour juguler la terreur et rendre peu crédible la victimisation des fanatisés virtuels.

Facteurs de l’efficacité tactique

Si la préparation de l’affrontement violent est placée sous le signe du connaître et du faire, sous forme de buts de guerre, de doctrines et de plans, l’engagement des forces se meut entièrement dans l’agir et sa singularité circonstancielle. Clausewitz avait bien vu que face à l’incertain, des qualités particulières sont requises des chefs militaires : intelligence de la situation, coup d’œil, résolution, présence d’esprit, énergie, fermeté, persévérance, force de caractère et d’esprit.

L’analyse se poursuit par l’évocation des forces morales indispensables à l’efficacité dans un engagement au niveau tactique, et des facteurs qui les sous-tendent : au premier chef, le courage des combattants, qui à cette occasion suspendent leur instinct de conservation et consentent à risquer leur vie et leur intégrité physique et mentale au nom

de la mission collective qui leur est assignée. Le courage est lui-même renforcé par l'esprit de corps, c'est-à-dire de "*la conversion des sensibilités, des intelligences et des volontés individuelles en une volonté, une intelligence et une sensibilité collective*", sans pour autant faire obstacle à la capacité d'initiative individuelle. Cet esprit de corps est toujours menacé par l'entropie et est au mieux affaire de degrés (p.248). Au niveau du psychisme, il requiert de minimiser la frustration relative (calcul de juste répartition des risques et coûts personnels entre combattants de mêmes fonction et rang), par le degré de confiance dans les chefs, et l'espoir de pouvoir sortir indemne du combat. Il est affecté par la structure organisationnelle des armées et les modalités du combat, la qualité du commandement et des cadres de contact, la probabilité d'être du côté vainqueur ou au contraire l'énergie du désespoir face à la défaite qui vient, avec toutes les conséquences prévisibles, tant positives que négatives selon le cas, en termes de prestige, de pouvoir et parfois de richesse.

Le sens du devoir et celui de l'honneur sont en arrière-plan de la motivation à se battre. Le premier repose sur trois calculs : humaniste (attachement au sentiment de dignité), utilitariste (la lâcheté de chacun conduit à la ruine de tous) et "légiste" (la sanction en cas de manquement peut être pire que le danger face à l'ennemi). Le second est indexé sur l'estime de soi, des autres et même de l'humanité, qu'on cultive par crainte de la perdre et dans la perspective du prestige qu'on peut en retirer. L'importance relative de l'un et de l'autre est puissamment modulée par les cultures, la position du combattant, et les circonstances. L'aspiration à la gloire, recherche de l'admiration et l'immortalité, tire l'honneur vers l'estime d'autrui. S'il arrive que les glorieux survivent au combat, la gloire est souvent posthume, et elle privilégie les grands chefs, militaires et/ou politiques, à l'image d'Alexandre, César, Frédéric et Napoléon en Europe. Mais elle peut aussi être anonyme et collective à l'occasion de prouesses guerrières (victoires inespérées ou auréolées de panache, défaites héroïques), à l'image des combattants des Thermopyles, et elle profite alors à l'armée et à la politique tout entière. La culture ambiante la module fortement, et elle peut donner lieu à des perversions idéologiques.

La participation à la guerre

Le chapitre XII pose la question suivante : "*Qu'est-ce qui fait que les gens sont plutôt actifs, passifs ou neutres en matière de guerre ?*". Pour y répondre, il fait l'hypothèse que des facteurs politiques et morphologiques jouent par le biais de la première dimension, politique, de la guerre ; que des facteurs économiques et techniques le font par celui de la deuxième dimension, instrumentale ; enfin, que des facteurs culturels sont présents au travers de la dimension opérationnelle. Il ajoute qu'il convient de traiter à part des rapports des femmes à la guerre.

Si la politique est un ensemble homogène, isotrope et centré, seuls participent ceux qui prennent part aux décisions, ceux qui veillent aux ressources à mobiliser, et les acteurs des opérations de guerre : les passifs en sont les victimes éventuelles. Toutefois les cités, les nations en guerre majeure mobilisent largement, tout comme les entités parties prenantes à des transpolitiques polypolaires. Une politique plurale, par exemple fédérale, est le lieu probable d'une participation plus élevée par un effet d'émulation entre composantes

fédérées, à moins qu'un puissant dissensus ne se fasse jour parmi elles. L'empire, parce qu'il est composite, est le moins favorisé en raison de possibles forces centrifuges, quoique des exemples de pleine solidarité soient attestés. Le type de régime politique n'est pas indifférent. La démocratie est celui qui invite à la plus large participation : les citoyens étant source ultime du pouvoir et la guerre menaçant le bien commun, elle est l'affaire de tous. Mais il est possible que les citoyens, assurés de ne pas en être affectés, s'en désintéressent et la laissent à ceux qui veulent bien s'en charger, ou que se sentant défavorisés ou exclus de la société ils s'y refusent. Les régimes hiéocratiques, ceux où l'autocratie se légitime par la religion ou l'idéologie, n'incitent guère à la participation, hors les cas où l'homogénéité culturelle et le danger rendent les sujets solidaires de leur souverain. L'autocratie pure décourage la participation de ses ressortissants, qu'elle n'aime pas voir armés (au point qu'elle préfère la paix extérieure, moins déstabilisante que la guerre, afin de mieux se concentrer sur la répression politique intérieure).

La participation active à la guerre ne concernant (jusqu'à une date récente, hors cas isolés) que les mâles entre l'adolescence et au plus 50 ans, leur mobilisation ne peut guère excéder le maximum d'un quart de la population. La dimension instrumentale, qui met au service de la politique en guerre ses capacités de soutien matériel, organisationnel et moral, en affecte potentiellement une part plus large. Elle est impliquée par ses apports productifs, mais aussi comme victime collatérale dès lors que les armes sont moins discriminantes ou que la guerre est source de disettes ou d'épidémies, ou encore comme cible délibérée de l'ennemi (comme lors des bombardements massifs de la Seconde Guerre mondiale, qui ont rendu floue la frontière entre civils et militaires pour ce qui est des risques encourus).

Le financement des coûts exposés est un autre aspect de la participation à la guerre. Plusieurs solutions s'offrent. L'une est de la faire payer au vaincu, par des prélèvements en nature ou des tributs sous diverses formes (numéraire, territoires, esclaves, rapt de femmes). Dans ce cas, la population de la politique sortie vainqueur incline à soutenir la guerre puisqu'elle en bénéficie, à l'exemple des citoyens romains exemptés d'impôt grâce aux victoires et conquêtes des armées romaines. Une autre est de la financer par la fiscalité ou l'emprunt. L'attitude adoptée par la population dépend alors de son attachement à la politique comme de la réponse à la question : "*quel sera mon sort, si ma politique est vaincue, faute d'un financement suffisant ?*" (p.284).

L'examen des facteurs culturels montre, dans toutes les aires civilisationnelles, des peuples guerriers et d'autres plus pacifiques. Il s'agit là, non pas de dispositions génétiques, mais de traditions issues de circonstances donnant lieu à des initiatives couronnées de succès guerriers, faisant des émules et qui deviennent la norme. La nature de la transpolitie y joue également un rôle, tout comme la religion si elle est pervertie en idéologie couvrant des raisons non religieuses de faire la guerre. Le cas de l'Europe chrétienne et néanmoins guerrière étonne à cet égard puisque le christianisme est une religion universaliste d'amour du prochain : l'explication est conduite en termes d'histoire de la transpolitie européenne après l'effondrement de l'empire romain d'Occident, histoire faite de polypolarité féodale, de lentes unifications nationales par la conquête, et de l'oligopolarité qui a suivi et s'est installée faute de succès des tentatives successives d'impérialisation.

Les femmes et la guerre

La participation ou non des femmes à la guerre fait l'objet de développements montrant que la guerre a été un facteur crucial dans les rapports sociaux entre les sexes. Elles en ont d'abord, et fort longtemps, été exclues, pour des raisons naturelles (masse musculaire, enfantement et maternité), comme toujours durcies ou atténuées par les cultures particulières. Tant que la seule force physique a été déterminante dans le succès ou l'échec à la guerre, il a été rationnel de la réserver à ceux qui y étaient les plus aptes (et à titre subsidiaire de préserver les chances de survie ou de développement démographique en laissant les femmes en dehors d'elle). Le dimorphisme sexuel s'en est trouvé accusé.

Les femmes ne furent en réalité exclues que de la seule dimension opérationnelle : la dimension instrumentale leur a de tout temps été ouverte, et elles ont figuré parmi les victimes de la guerre, souvent de manière privilégiée au travers du viol et de l'esclavage. Comme il n'y a aucune raison naturelle que les femmes soient exclues de la dimension politique, et que pourtant, de manière constante et universelle, elles l'ont été, c'est que cette exclusion est culturelle, et que les cultures ont été façonnées par la guerre. Les hommes ont accaparé le pouvoir : ils ont monopolisé l'espace public, dominé l'espace privé, et rejeté les femmes dans l'espace intime. Ainsi s'explique le statut traditionnellement inférieur du féminin par rapport au masculin.

Les choses changent avec la modernité, et l'avènement d'armes à feu dont le service requiert moins de muscle, jusqu'au moment, au 20^e siècle finissant, où la matière grise l'emporte sur la masse musculaire au combat même, et où les guerres, tendanciellement plus rares, impliquent des effectifs plus réduits. Dès lors, les mécanismes traditionnels s'inversent, rompant avec des millénaires d'histoire de l'espèce, et ouvrant la voie à la mutation anthropologique en cours aujourd'hui au travers de l'émancipation féminine dans tous les domaines, y compris dans la sphère militaire.⁷ Le terrain avait été préparé un peu plus tôt : les grandes guerres du 20^e siècle ont paradoxalement contribué à revaloriser le statut des femmes en les rendant actives en dehors du foyer pour remplacer les hommes au front. L'ampleur des désastres qu'elles ont occasionnés a dévalorisé symboliquement l'activité guerrière. La démocratisation a fait le reste en faisant sauter le verrou bloquant l'accès féminin à l'espace public.

Centralité de la guerre

D'autres chapitres traitent des rapports du droit et de la guerre (XI, au titre de ses dimensions : contre les apparences, elle est source normativité juridique interne et externe) et ses divers impacts sur le psychisme (XIV), la religion (XVI), l'économie et les techniques (XVII), la santé (XVIII) et l'art (XIX), et inversement de la manière dont ils peuvent retentir sur elle. Malgré leur intérêt, on ne s'y arrêtera pas, pour mieux se concentrer sur deux autres chapitres qui à leur manière les synthétisent au moins en partie.

⁷ La présence féminine dans les armées, bien qu'en hausse très nette depuis quatre décennies, demeure très éloignée de la parité : les femmes ne représentent que 15 à 20% des effectifs militaires au mieux dans les pays occidentaux les plus avancés.

La guerre et le politique

Le premier (XIII) porte sur la centralité de la guerre. Qu'elle puisse être au centre de la condition humaine de quoi surprendre de prime abord, puisqu'elle ne figure pas au nombre des traits fondamentaux de l'espèce et qu'elle a une date de naissance, au néolithique. La démonstration part de son appartenance au domaine du politique. Il suffit que le politique soit au centre de la condition humaine⁸ pour que la guerre le devienne aussi dans un rôle subordonné. Non qu'elle soit toujours centrale dans le politique : le cœur en est la pacification par la justice. Mais *“tant que l'espèce n'est pas réunie en un cercle unique, tout conflit entre cercles différents peut déclencher une guerre”* (p.304).

Ce n'est pas le politique qui implique analytiquement la guerre, mais la pluralité des cercles appliqués au politique. Celui-ci est constitutif de la condition humaine, non la guerre, qui a une date de naissance attestée et une date de décès putative. Donc, si la guerre doit être centrale, ce ne peut être que dans l'intervalle qui sépare les deux dates, c'est-à-dire pour le stade de l'histoire humaine émergée de la néolithisation, que l'on peut convenir d'appeler 'traditionnel' (*ibid.*).

Le programme de ce chapitre est tracé : *“vérifier sur pièces historiques la centralité de la guerre dans le politique traditionnel”*, puis *“la tester dans le culturel, le social et l'historique”* (*ibid.*). Toutefois, certains contresens sont à éviter. Puisque l'existence de la guerre semble contredire l'idée que la fin du politique est la paix, on peut être tenté d'inverser la formule et faire de la guerre la fin politique de l'homme. C'est ce qu'ont fait certaines idéologies fondées sur une transposition du biologique au politique. L'une tire argument de la lutte entre les espèces dans la nature pour en faire la loi du vivant : ce faisant, elle confond la particularisation culturelle avec la spéciation, et en vient à nier l'unité de l'espèce humaine au nom d'un racisme sans fondement biologique. Une autre, dérivée du darwinisme social, postule une sélection des plus aptes définie par leur capacité supérieure de violence, ce qui reviendrait à prôner la loi de la jungle, et abolirait l'espèce en garantissant qu'aucune fin de l'homme ne puisse s'accomplir. En réalité,

Le raisonnement conduit à la conclusion logique et vraie, que la paix est effectivement la fin du politique et que celle-ci peut être poursuivie directement par la justice ou indirectement par la guerre, en tant que celle-ci peut aussi bien pacifier les transpolitiques que configurer des politics à même d'assurer la justice (p.305).

La guerre et le culturel

Le rôle de la guerre dans les particularisations culturelles est primordial voire exclusif. Sa contribution s'effectue par les processus politiques déjà décrits : l'aire couverte par une civilisation est une transpolitie promise à l'impérialisation par la guerre. Mais encore par le régime politique et son appareil de pouvoir, lequel finit par faire affaire avec une autorité religieuse ou morale qui idéologise la religion ou la sagesse à son profit (sort partagé par le confucéisme en Chine, le stoïcisme sous les Antonins, et le christianisme après Constantin). Cet appareil, aux mains d'élites majoritairement sélectionnées

⁸ L'auteur renvoie ici à son *Nature et Histoire, op.cit.*, p.254 et suivantes de l'édition 2014.

sur critères guerriers, formule des demandes culturelles (littéraires, philosophiques, cognitives, picturales, décoratives, architecturales, etc.), lesquelles stimulent l'offre. La guerre est donc centrale dans l'initiation du processus. Par ailleurs, à toutes les échelles, la logique du culturel est celle de la reproduction du même au même, susceptible d'aboutir à une impasse évolutive. La guerre et ses suites, en intensifiant les contacts (emprunts aux pratiques adverses, prisonniers devenus esclaves, rapt de femmes, etc.), facilitent les inflexions, à terme les mutations, et particularisent en fonction de l'histoire particulière de chaque polities. (*A contrario*, il est peu probable que l'humanité d'avant l'holocène, qui ne connaît pas la guerre, ait été le théâtre de particularismes culturels très marqués). Enfin, la diffusion initiale des grandes religions universalistes s'est faite par la guerre : le bouddhisme fut imposé en Inde par les armées d'Ashoka, le christianisme en Europe par Rome, Charlemagne et les ordres de chevalerie, et l'expansion de l'islam fut presque entièrement guerrière.

La guerre et le social

L'impact de la guerre sur la composition sociale des sociétés est abordé selon trois points de vue : qui (quelle partie de la population générale) fait la guerre, et avec quels effets sociaux ? ; comment affecte-t-elle la stratification ? ; avec quelles conséquences sur le statut et la condition des diverses strates et catégories sociodémographiques ?

La réponse à la première question est que le recrutement des guerriers varie infiniment selon les sociétés et les cultures, le type de guerre, d'équipement et de qualifications requises, la nature des techniques mobilisées, etc. On sait "*depuis Aristote que la cavalerie aristocratise, car l'entretien de chevaux est dispendieux et ne peut être assuré que par les élites. (...) Les armes intelligentes doivent être servies par des techniciens et des ingénieurs. Il n'est pas exclu que les armées à venir soient composées de robots, ce qui éliminerait presque les humains de la dimension opérationnelle de la guerre, pour les concentrer sur ses dimensions politique et instrumentale*" (p.321). Tout au plus peut-on relever que les enfants, les femmes et les vieillards en sont généralement exclus.

La stratification sociale connaît depuis la néolithisation un invariant universel : une répartition ternaire des strates entre élites, peuple majoritaire et exclus, dont seules varient la composition et les proportions relatives. Elle est gouvernée par la distribution des chances sociales, où la guerre n'est qu'un facteur parmi d'autres (quoique non négligeable). Les élites sociales sont guerrières là où les conflits entre polities peuvent être violents, tandis qu'on voit monter en proportion les élites civiles à mesure que les transpolities se pacifient (comme en Europe aux 18^e et 19^e siècles, ou en Chine impériale à partir des Han). Dans le premier cas, les exclus se recrutent parmi les vaincus et les catégories inaptes à la guerre. Le peuple, mobilisable en cas de besoin, est longtemps constitué de paysans libres, pauvres mais non miséreux, clients d'une aristocratie (tradition indo-européenne) ou exploités par une classe ou caste guerrière qui monopolise pouvoir, richesse et prestige (comme en Asie antérieure et en Inde).

Le statut et la condition des catégories de population est sous l'influence directe de la guerre. Le sort des femmes et du dimorphisme sexuel en est une bonne illustration : ce

dimorphisme est “à peine perceptible chez les peuples de cueilleurs, devient plus sensible avec la chasse au gros gibier, et s’approfondit avec la naissance de la guerre, pour s’imposer continûment jusqu’aux expressions actuelles de la modernisation” (p.323). Mais le régime politique n’est pas indifférent : les régimes autocratiques tendent à creuser le fossé entre élites (guerrières) et peuple (parfois réduit, comme en Russie après Ivan le Terrible, au statut de moujiks, serfs payant l’impôt et astreints au service des armes le cas échéant).

La guerre et l’historique

Le rôle de la guerre dans l’évolution de l’espèce humaine est d’abord repérable dans les mutations qu’elle connaît : il y a un avant et un après son apparition au néolithique, et sa disparition virtuelle par voie d’unification politique mondiale promet une césure du même genre. Mais l’Histoire recèle aussi des tournants décisifs, dont la guerre est à l’origine dans bien des cas. Nombre de batailles en ont infléchi le cours de manière profonde et intelligible. La défaite écrasante des musulmans face à Constantinople en 718, permet à l’empire byzantin de se survivre plus de sept siècles durant, résultat qu’inverse avec d’immenses conséquences la prise de la ville par les Ottomans en 1453. La bataille de Qadisiya en 635 fait basculer la Perse vers l’islam. Celle de Poitiers (732) préserve les chances d’un développement européen indépendant, ce qui, sachant le cours imprimé par l’Europe plus tard à l’histoire d’autres aires civilisationnelles, lui donne une résonance universelle. Il en va de même des victoires grecques sur les Perses (Marathon, Salamine, Platées, entre – 490 et – 479) en raison de la contribution de la Grèce antique à la civilisation européenne. Mais encore de la bataille de Castillon (1453), qui chasse les Anglais du continent à l’issue de la Guerre de Cent Ans, en ce qu’elle détermine l’Angleterre à s’ouvrir au grand large, se muer en thalassocratie, fonder à terme un empire planétaire, servir de laboratoire au libéralisme, et surtout adopter une stratégie, inébranlable depuis lors, d’opposition active mais indirecte à toute unification impériale de l’Europe. Les deux guerres mondiales du 20^e siècle et leurs suites ont imposé au mouvement de mondialisation une parenthèse de gel longue de huit décennies (et fait émerger entre-temps des expériences totalitaires désastreuses). La Guerre de Sécession, de même, dont l’enjeu fut non pas l’esclavage mais la perpétuation des États-Unis en tant que politique, a créé les conditions de leur montée en puissance au siècle suivant et du rôle hégémonique qu’ils y ont tenu. La liste pourrait s’allonger (le lecteur n’a aucune peine à imaginer que Hastings, Lépante, Waterloo, Stalingrad ou Diên Biên Phu y feraient bonne figure), mais J. Baechler attribue la palme de la bataille la plus décisive pour l’histoire universelle à celle de Teutoburgerwald, en l’an 9 de notre ère, qui voit trois légions romaines commandées par Varus anéanties par les forces d’un chef tribal germanique, Arminius. Cette défaite décidera Auguste à ne plus tenter de conquérir l’intégralité de l’Europe, et ses successeurs s’imposeront le respect du *limes* centré sur le Rhin et le Danube. En quoi cet événement a-t-il pu jouer un rôle aussi déterminant ? La réponse de l’auteur clôt ce chapitre :

...un argumentaire très solide peut être monté, soutenant que la non-impérialisation de l’Europe aura été la première condition de possibilité de la modernisation entamée mille ans plus tard, car elle a ouvert la voie à la

deuxième condition, une transpolitie oligopolaire, qui a garanti la troisième condition, à savoir des compétitions réglées, favorables à l'inventivité. La modernité s'est fait jour en Europe, non dans l'empire chinois, et elle ne l'aurait pu dans un empire européen, non né grâce à Arminius et à une bataille ! (p.330).

Mutations matricielles

Le chapitre XV s'ouvre sur l'affirmation que l'histoire universelle de l'espèce se divise en trois grandes phases, ou matrices : primitive, traditionnelle, moderne. La néolithisation signe le passage de la première (qui ne connaît pas la guerre) à la deuxième (où elle est centrale). La modernisation, passage de cette-ci à la troisième (où la guerre connaît des paroxysmes, mais commence à refluer), débute en Europe à compter de la fin du Moyen-Âge, et se répand très lentement ailleurs, jusqu'à sa généralisation inégale au siècle dernier. Comment peut-on interpréter ces transitions ?

Une erreur à ne pas commettre est de céder à la tentation d'un évolutionnisme à la Spencer, qui repère une ligne évolutive (la marche à la différenciation et à la complexité), lui assigne des degrés et des étapes, entre lesquels les franchissements sont automatiques. Autrement dit, "*la ligne évolutive évolue sous la pression de son évolution !*". L'auteur, pour sa part, repère cinq lignes évolutives, entre lesquelles les transitions sont intelligibles mais non nécessaires puisqu'elles résultent de l'agir. Puisqu'on a admis que le politique est l'ordre de l'humain dont la valence est la plus élevée, que son département extérieur peut l'emporter sur l'intérieur en influence et conséquences, et que la guerre peut y être centrale, la guerre fournit un bon candidat au rôle de moteur de ces transitions.

La néolithisation

Celle qui mène de la matrice primitive à la matrice traditionnelle se caractérise par cinq innovations : le passage de la segmentarité à la consolidation de polities ; l'auto-cratie et la hiérocraie des régimes politiques ; la différenciation du religieux, son institutionnalisation, et la thématization des choix métaphysiques fondamentaux ; la multiplication par au moins cent des densités démographiques ; le passage d'une économie de prédation à une autre de production agraire, marquée entre autres par l'aménagement de l'espace (irrigation, tracé de routes facilitant les échanges), le développement de l'artisanat, et l'imposition de la fiscalité.

Si les produits de cette transition néolithique sont divers, leur origine commune l'est beaucoup moins. Dans le passage de la bande, horde ou ethnie à la morphologie segmentaire tribale, la guerre est hors de cause : c'est par la suite, lors de l'apparition de polities pleinement caractérisées, qu'elle peut devenir motrice, et que la structure des transpolities s'impose à leurs acteurs. Les chemins empruntés sont variés, et le poids de la guerre y est inégal : fort entre cités, faible entre chefferies, exclusif dans le dépassement de la segmentarité par la voie d'une polarisation entre confédérations tribales, ouvrant la voie à des guerres de conquête.

Les guerres entre polities invitent à la concentration des pouvoirs, d'où résultent des autocraties, qui pour se perpétuer substituent à la force un principe supérieur divin ou idéologique de légitimité qui les transforment en hiérocraies. Celles-ci sont soit absolues,

au sens où le pouvoir s'y exerce sans contrainte, ou tempérées, là où le pouvoir se heurte à des contre-pouvoirs indépendants de l'appareil central. Les premières sont favorisées par des transpolitiques dipolaires, les secondes par la poly- ou l'oligopolarité pour des raisons différentes (faiblesse des politiques dans un cas, équilibre de la transpolitie et modération défensive dans l'autre). Si le lien entre guerre et autocratie est direct, il n'est qu'indirect et soumis à d'autres influences s'agissant de la hiérocristation.

La guerre a contribué à renforcer le poids de la religion, quelle qu'en soit la nature : monothéisme (dominant à l'ouest de l'Indus), immanentisme (en Inde), sécularisme, c'est-à-dire religion civique (en Chine et en Ionie). D'abord, en raison du besoin d'identité collective à la guerre, besoin que la religion remplit mieux que d'autres principes ; en raison de celui qu'ont les autocraties de se légitimer par un principe supérieur si possible sacré, ensuite ; enfin, à cause du besoin qu'ont les combattants de donner un sens au sacrifice précoce éventuel de leur vie.

La croissance démographique marquée qui accompagne la néolithisation n'est pas le fruit de l'irrationalité humaine (cupidité, licence sexuelle), ni d'un saut technologique qui l'aurait permise (domestication des plantes et des animaux), thèses que l'auteur s'applique à infirmer au vu de la documentation existante. Cette croissance est, dans tous les cas de figure – de la segmentarité tardive convertie à la guerre aux premières politiques circonscrites – la réponse rationnelle au besoin d'hommes jeunes en nombre que crée la guerre (comme en témoigne le culte de la fécondité attesté par les statuettes féminines aux attributs sexuels démesurés que retrouvent ici et là les archéologues).

Quant à l'impact économique, l'explication passe soit par une économie de la demande, où les ressources sont proportionnées à des besoins stables, soit par une économie de l'offre où des ressources inédites créent de nouveaux besoins. Il semble bien que, malgré d'indéniables innovations susceptibles d'élargir les besoins, l'économie de la demande soit l'explication à retenir. La contradiction apparente se résout lorsqu'on fait intervenir la stratification sociale, elle-même fruit de la néolithisation. L'accaparement des richesses, du prestige et surtout du pouvoir par les élites, pour des raisons d'ostentation sociale, d'émulation avec les élites des politiques rivales, mais aussi d'investissements à finalité militaire directe ou indirecte, est tel que ni le peuple (70 à 80% de la population d'ensemble), ni *a fortiori* les exclus, n'ont bénéficié d'une production en hausse dont ils sont pourtant les acteurs. La guerre a donc là aussi été motrice, directement par les besoins spécialisés qui sont les siens et les investissements que requiert leur satisfaction, indirectement par le biais de l'autocratie hiérocristique et de la stratification sociale qu'elle favorise.

La modernisation

La modernité qui succède à la matrice traditionnelle se caractérise par cinq dimensions fondamentales en interaction : démocratie, individuation, science, différenciation des ordres de l'humain, et développement économique. Elle émerge à compter des 14^e-15^e siècles, de façon en partie contingente, en Europe – ni en Chine, ni en Inde, ni au Proche ou Moyen Orient, ni en Amérique (précolombienne), dont le tour viendra bien plus tard.

“La raison ultime de la prééminence européenne est l’absence d’unification impériale du continent et la substitution à un empire d’un jeu transpolitique original”. Les rivalités entre polities (concurrence, émulation, conflit, guerre) les a poussées à cultiver l’efficacité en tous domaines. Par ailleurs, l’Europe (jusqu’aux révolutions libérales issues des Lumières) a préservé des aristocraties, lignages et lignées jouissant de positions de richesse, pouvoir et prestige autonomes par rapport au pouvoir politique, et fonctionnant comme des contre-pouvoirs. “Il en a résulté, d’une part, des régimes politiques tempérés, qui ont permis à la créativité spontanée des individus et des groupes d’échapper à des monopoles stérilisants et, d’autre part, la préservation perpétuée de réseaux autonomes, de sorte que toute innovation donne spontanément lieu à des explorations compétitives entre les créateurs. En un mot : la structure politique favorise la liberté, qui soutient la créativité” (p.380).

La démocratie est un régime politique dans lequel la source ultime du pouvoir au sein de la polities réside dans ceux qui, libres, consentent à obéir. Il en résulte un espace public, animé par les titulaires du pouvoir, dédié au bien commun qui importe à tous, au premier chef la paix civile assurée par la justice à l’intérieur, et la sécurité extérieure. Cet espace public laisse place à des espaces privé et intime, dans lesquels s’incarne la liberté d’individus attachés à la réalisation d’intérêts particuliers et personnels. Baechler plaide à cette occasion, comme il l’a fait ailleurs, que la démocratie est le régime *“naturel à l’espèce humaine, au sens précis où il convient le mieux à sa nature, et qu’il tend à s’imposer spontanément, si se trouvent réunies les conditions de possibilité idoines (...). Celles-ci ont été généralement réunies, plus ou moins, dans les sociétés primitives, pour s’effacer entièrement dans le monde traditionnel, à l’exception de quelques cités”* (p.381).

La démocratisation est la redécouverte de ce régime naturel, traduite par la mise en place graduelle et chaotique de ses éléments constitutifs. Elle a été favorisée par l’absence en Europe (sauf à l’est du continent) de servage paysan, et l’émergence dans les cités et les villes, à partir du 11^e siècle, de bourgeoisies commerçantes ou artisanales qui la pratiquent spontanément dans les interstices du monde féodal et post-féodal. La guerre y entre pour une part : la polypolarité médiévale a conduit, comme décrit plus haut, à des concentrations successives débouchant à très long terme sur des unifications nationales. Le pouvoir concentré cherche alors à transformer les vieilles aristocraties socialement et politiquement autonomes en noblesses rendues dociles au pouvoir central (notamment par la curialisation). Une bifurcation s’observe au 17^e siècle : le processus conduit soit à une hiérocrite absolue à tendance autocratique (comme en France), soit à une hiérocrite constitutionnelle enfantée par des révolutions (comme en Angleterre). L’auteur ajoute :

C’est le modèle anglais qui a fini par triompher partout en Europe. Or, ce modèle est démocratisable, car réservant, à ses débuts, la citoyenneté, entendue comme la capacité à déléguer les responsables du bien commun, aux bien-nés et aux riches, elle est susceptible d’en élargir le recrutement à tous, tendanciellement (p.382).

La guerre a dominé l’histoire européenne jusqu’au 19^e siècle, avant de la précipiter dans la catastrophe de 1914. Pour obtenir ce résultat, les monarques

ont eu besoin de l'appui militaire des aristocrates et de l'appui fiscal des paysans et bourgeois. Les capacités de négociation de la société civile en ont été renforcées, ainsi que de résistance à la montée naturelle du pouvoir aux extrêmes du monopole sans contrôle. La guerre a ainsi contribué à la perpétuation de contre-pouvoirs (p.383).

L'Europe a donc rempli les quatre conditions de possibilité d'une démocratisation improbable ailleurs. Le sort lui a épargné l'empire, régime hiéocratique absolu concentrant les pouvoirs par élimination des élites autonomes et subjugation du peuple, et peu susceptible de se démocratiser : il ne peut que se renforcer ou s'effondrer. En son lieu et place, elle a connu un régime transpolitique d'équilibre oligopolaire, qui a résisté jusqu'en 1914 à toutes les fluctuations des rapports de force et aux commotions idéologiques. Les politiques en son sein s'y sont montrées assez stables pour survivre aux soubresauts politiques internes et servir de cadre à de lentes évolutions vers la démocratie. Ses sociétés sont restées structurées par des contre-pouvoirs solides à faibles coûts de coalition, et ont bénéficié des vertus patriotiques de dévouement au bien commun, de fierté de leurs cultures, et de volonté de les défendre. À tout cela, la guerre a puissamment contribué.

Individuation

Distinguée de l'individualisme qui en est la corruption idéologique, l'individuation s'est nourrie de l'émergence de la nation et d'un sentiment d'appartenance commune à base de libre adhésion. Le tournant dans cette direction est pris aux 14^e et 15^e siècles, qui se trouvent être parmi les plus tragiques de l'histoire européenne. Les sujets du roi ne sont pas des assujettis sans droits, mais pas encore des citoyens de plein exercice. Ils voient la nation comme la communauté primordiale de destin, symbolisée par une dynastie, servant de cadre à une société faite de contrats matériels et moraux au sein d'organisations secondaires multiples qui ont en commun une culture en voie d'homogénéisation par des expériences partagées. Le caractère subjectif de la libre adhésion a pour conséquence la valorisation de l'individu.

La transpolitie européenne, forgée et marquée par la guerre et ses hasards, recèle une faiblesse : il n'y a aucune raison que les politiques coïncident spontanément avec les nations en voie de formation, soit qu'une nation latente ne rencontre pas la politique qui lui convient, soit que la politique en abrite plusieurs. Le remodelage incessant de la carte transpolitique européenne rend compte de cinq siècles de guerres qui ont fortifié les sentiments nationaux. L'absence d'une politique germanique a conféré à la rivalité séculaire franco-anglaise un rôle central, qui ne prendra fin qu'en 1904, après l'unification allemande. Cette rivalité a perfectionné, de part et d'autre, le modèle de la politique-nation (à base plus ethnique en Angleterre, plus culturelle en France), qui sera bientôt imité dans tout le continent. J. Baechler de conclure : *“la guerre a induit la nation, qui a imposé l'individuation !”* (p.386).

La science

La démarche hypothético-déductive qui caractérise le connaître scientifique se distingue du connaître empirique, plus courant, procédant par observation, énumérations,

classements, induction et inférence *ad hoc*. La science connaît des débuts timides à la période hellénistique. Elle renaît, de manière plus durable et forte après une très longue parenthèse, au 17^e siècle en Europe, et là seulement : les autres civilisations demeurent ancrées dans le connaître empirique. Elle se répand dans le reste du monde au 20^e siècle.

Ce nouveau départ est à beaucoup d'égards une énigme. Il ne s'agit pas d'un simple franchissement de seuil à partir d'une accumulation de savoirs empiriques (auquel cas, la Chine, l'Inde ou l'Asie antérieure auraient été mieux placées pour l'effectuer). On note à la Renaissance un regain d'intérêt en Europe pour la géométrie et la physique au travers des écrits d'Euclide et d'Archimède, que l'imprimerie permet de diffuser dans les milieux savants. Par ailleurs, la scholastique tardive s'était intéressée à la question du mouvement et du repos. Le sujet prend un tour pratique avec l'apparition de l'artillerie (premier lien direct de la science avec la guerre), qui invite à s'interroger sur la trajectoire des boulets de canon. On considère longtemps, avec Aristote et dans le droit fil de la métaphysique médiévale de l'Être héritée de la pensée grecque, que le repos est premier puisque le mouvement requiert une impulsion externe. L'examen de la question débouche dans la première moitié du 17^e siècle, chez Galilée puis Newton, sur un complet renversement de perspective : le principe d'inertie fait du mouvement le principe premier, et du repos un cas particulier relatif.

Résumée par l'intuition, celle de Galilée, que la nature est écrite en langage mathématique et géométrique, cette première exploration du réel par va-et-vient entre théorie et observation est paradigmatique. Le processus se généralise par l'étude d'autres secteurs du réel au sein de communautés de savants communiquant entre eux dans l'ensemble du continent, sur le modèle des réseaux qui existaient entre universités médiévales. Il fait boule de neige, corroborant en cela les vues de Bacon sur un progrès des connaissances devenu fonction linéaire du temps. Il est mis à l'abri des dogmatismes religieux et politiques par le pluralisme des Églises et des États, qui permet aux penseurs et savants de se mettre hors de portée de persécutions dans leur pays en se plaçant sous la protection d'autorités mieux disposées à leur égard ailleurs.

L'absence de monopole de type impérial produit des effets très longtemps sans équivalents hors d'Europe. À partir du moment où les connaissances nouvellement acquises donnent lieu à des applications susceptibles d'agrandir leur richesse et leur puissance, les États concurrents sur une transpolitie oligopolaire ne peuvent s'en désintéresser : devenus conscients du bien-fondé de l'aphorisme baconien sur savoir et pouvoir, ils encouragent les travaux scientifiques en les finançant ou en prêtant attention à certains projets de savants ou d'ingénieurs, soucieux qu'ils sont de précéder les autres, ou d'imiter ceux qui les devancent, notamment et surtout en matière d'applications militaires. De là viendront à terme la multiplication d'instituts de recherche, dans les universités ou ailleurs, puis le souci de construire en amont des systèmes d'éducation s'adressant à des populations de plus en plus larges. L'auteur conclut : *“Par de canaux innombrables, le cognitif, le politique et le militaire n'ont cessé de collaborer depuis la naissance énigmatique de la science au 17^e siècle”* (p.389).

La différenciation des ordres

La science, par le biais de la rationalisation qu'elle entraîne, est le principal facteur de la différenciation croissante du politique, de l'économique, du religieux, du technique et d'autres ordres d'activité humaine. Mais le politique, en l'occurrence le processus de démocratisation, y joue également un rôle en permettant aux espaces privé et intime d'échapper au contrôle tatillon de l'espace public, c'est-à-dire à la société civile d'exister et de prospérer, et aux rôles sociaux de se spécialiser. Le régime démocratique permet encore la liberté d'opinion et d'expression, favorisant l'exploration des possibles. En retour, toutes ces contributions à la rationalisation et à la spécialisation retentissent sur le rayonnement externe de la politique ("*soft power*"), mais aussi sur sa capacité à renforcer sa puissance militaire par l'innovation.

Le développement économique

Là où les économies prémodernes se fondaient sur des besoins circonscrits et stables auxquels elles cherchaient à faire correspondre des ressources adéquates, l'économie moderne "*produit des ressources à la recherche de besoins*" (p.392). Une économie saine repose sur la garantie de libre initiative, de droits de propriété, et de marchés réglés par des rapports de confiance plutôt que de ruse ou de violence. Les chasseurs-cueilleurs primitifs, à leur façon, connaissaient un tel régime économique, que la néolithisation perturbera. La coalescence créatrice de politiques, l'apparition d'organes politiques spécialisés et la tendance à l'autocratie d'élites parasites ou kleptocratiques ont en effet inhibé le développement tout au long du règne de la matrice traditionnelle. La modernité, par le biais de la démocratisation, permet d'y revenir en généralisant peu à peu des expériences médiévales de liberté économique, développées en marge de la féodalité puis des royaumes conquérants, au sein de villes oligarchiques italiennes, flamandes, rhénanes et hanséatiques. Ce régime de liberté comme moteur du développement n'aurait pu prospérer sans la science et les innovations qu'elle favorise. Là où la matrice traditionnelle avait figé conditions, positions et aspirations pendant des millénaires, la modernisation en rebat les cartes de manière continue et pour finir sensible de génération en génération. Le lien entre régime politique et développement apparaît nettement dans le premier décollage capitaliste intervenu à la fin du 16^e siècle dans les Provinces-Unies, républicaines et fédérales dès que libérées du joug espagnol, puis dans l'Angleterre de la seconde moitié du 17^e, réfractaire à l'absolutisme. Il faudra toutefois attendre les effets de la Révolution industrielle, visibles dans l'Angleterre des années 1820-1830, pour que le capitalisme s'émancipe et précipite un envol économique d'une tout autre ampleur. L'émulation et la concurrence entre politiques feront le reste en leur imposant de se mettre à l'école des plus performants. La guerre n'y est pas pour rien : même au 19^e siècle, nettement plus pacifique que d'autres après Waterloo, elle reste à l'ordre du jour, car aucun des États en présence sur la transpolitie européenne ne peut négliger les ressources placées à son service potentiel sans déséquilibrer les rapports de puissance. L'émergence tardive de la puissance allemande, en bouleversant l'échiquier, portera alors à incandescence le rapport étroit entre développement industriel et dimension instrumentale de la guerre.

La question de l'impact économique de la guerre est abordée au chapitre XVII. Il s'agit de savoir si elle favorise ou inhibe la production de ressources. La réponse n'est pas douteuse : malgré les destructions matérielles qu'elle occasionne (ou même à cause d'elles), la guerre est probablement le ressort le plus efficace de l'expansion économique. Soumises à la contrainte imparable d'assurer leur survie et leur sécurité, les polities sont conduites à mobiliser toutes les énergies, et à le faire de la manière la plus efficace possible. Affecter des ressources à l'armée a sans doute un coût d'opportunité dans la politique (le fer utilisé pour fabriquer des canons peut manquer aux charrues), mais ce dilemme est précisément ce qui pousse à maximiser la production pour satisfaire les deux besoins en même temps. La préparation de la guerre favorise donc la productivité des facteurs dans tous les domaines. L'incapacité à l'améliorer dans un contexte de forts besoins militaires peut s'avérer ruineuse pour l'économie dans son ensemble, et mettre la survie même de la politique en péril. Mais si tel n'est pas le cas, les technologies étant le plus souvent duales, civiles et militaires, les innovations et investissements militaires favorisent le développement d'ensemble. Il n'est pas jusqu'aux destructions matérielles d'ampleur qui accompagnent la guerre, sauf ruine totale dont on ne se relève pas, qui ne bénéficient aux économies d'après-guerre par une reconstruction qui répare les dommages en quelques années ou décennies, et peut relancer des marchés par une demande forte – comme on témoigne l'expansion économique keynésienne d'après 1945 (ou même le réarmement de l'Allemagne nazie qui en quelques années fait disparaître le chômage de masse antérieur).

En sens inverse, l'économie appelle-t-elle la guerre ? Un premier cas serait une pénurie menant à une guerre de prédation. Un autre, le recours à la force pour s'ouvrir des marchés extérieurs, comme aux dépens de la Chine et du Japon au milieu du 19^e siècle, ou au titre de la (peu rentable) pratique coloniale initiale, ou encore le désir de protéger des investissements à l'étranger. Mais dans tous les cas, le facteur économique est dans la dépendance du régime politique, et son influence plus efficacement filtrée par la démocratie que par l'autocratie.

Le bout du chemin : la paix, impériale, oligopolaire ou confédérale ?

“La guerre forme un couple conceptuel avec la paix. La question se pose de savoir s'il est indissoluble ou non” (p.471). S'il devait se défaire, ce ne pourrait être au bénéfice de la guerre. Il est en effet impensable que le vivant ait pu sélectionner une espèce biologiquement vouée à s'entretuer jusqu'au suicide collectif. Le divorce ne pourrait donc être prononcé qu'en faveur de la paix. Celle-ci, fin du politique, ne pourrait advenir que par l'abolition de la transpolitie, source de la guerre par absence du même dispositif de pacification par la justice qui gouverne les polities. Une telle abolition serait synonyme de coalescence en une superpolitie des polities présentes sur la transpolitie. Une façon d'y parvenir est l'unification par la guerre : c'est la paix impériale, dont on sait qu'elle est un attracteur que toutes les grandes aires civilisationnelles sauf l'Europe ont connu à divers moments. Si le processus se répète sur transpolitie planétaire, l'unification finale serait synonyme de fin définitive de la guerre-*polemos*.

La documentation historique souligne les faiblesses et les coûts de cette modalité d'abolition de la guerre par la guerre elle-même. Les empires, à la seule exception historique de l'empire chinois, ne durent pas : ils rechutent tôt ou tard dans la guerre, pour des raisons déjà évoquées : pressions externes sur les marches et usure de l'appareil d'un pouvoir central qui ploie sous la charge financière de la surextension impériale. La domination assise sur la force seule n'étant pas pérennisable, le régime politique évolue assez vite vers une hiérocration absolue, appuyée sur la religion ou une idéologie. Le prix à payer par les populations est un contrôle étroit qui restreint la liberté de tous par crainte d'insurrections, et des monopoles qui brident l'initiative et l'inventivité, avec la prospérité économique comme première victime.

Une politique planétaire instaurée au terme de processus guerriers obéissant à l'attracteur impérial aurait peu de chances d'échapper à ce destin : elle serait travaillée par le risque ou la réalité de tensions sécessionnistes, voire de guerre civile. Elle constituerait un obstacle à la démocratie, aspiration normale des peuples car seule conforme à la nature de l'espèce humaine. La conclusion est claire : *“Au total, la paix impériale est sinon un leurre, du moins une solution insuffisante et insatisfaisante. Si la paix doit triompher effectivement de la guerre, elle doit devenir mondiale sans être impériale”* (p.484).

Une telle solution a-t-elle des chances d'aboutir ? Deux conditions semblent nécessaires. La première est l'existence d'une transpolitie planétaire : c'est chose faite, puisqu'à la faveur d'une reprise accélérée de la mondialisation après la Guerre froide, aucune région du monde ne peut aujourd'hui s'y soustraire. La seconde est plus problématique : il faut que la politisation – la substitution d'une politique unique à la transpolitie – s'effectue sans recours à la guerre. La prescription de Dante (*De monarchia*, 1317) était de renforcer le Saint-Empire pour instaurer une monarchie universelle, ce qui – la suite l'a montré – ne pouvait faire l'économie de la guerre, et a finalement échoué. Celle de Kant à cet égard (*Zum ewigen Frieden*, 1795) était une confédération de politiques républicaines. Si la démocratie est recherchée, son application à une politique mondiale requiert certainement une structure fédérale. Or il n'est pas jusqu'aux démocraties fédérales les mieux assurées d'elles-mêmes qui n'aient pu se consolider sans y succomber : la Suisse en 1847, les États-Unis en 1861-1865. La seule exception historique est l'Europe contemporaine née du traité de Rome (1957), qui suscite à la fois l'espoir – la coalescence pacifique semble désormais chose possible – et le scepticisme, en raison du caractère laborieux d'une construction hésitant entre fédération et confédération, et de tendances centrifuges récentes. Encore le cas n'est-il pas chimiquement pur puisque cette construction fut initiée à l'ombre des deux grandes guerres du 20^e siècle qui avaient laissé le continent en ruine et deux générations et leurs descendances traumatisées.

L'hypothèse d'un oligopole mondial

Toujours est-il que le reste du monde ne semble pas à la veille de suivre l'exemple européen : la transpolitie mondiale subsistera encore quelque temps. Quelle en sera la structure ? Après la bipolarité de la Guerre froide, rendue atypique par l'absence de montée aux extrêmes pour cause d'armes surpuissantes de dissuasion mutuelle (dont Rome et

Carthage ne disposaient pas), tout comme par l'auto-disqualification de l'URSS, on a pu croire à une phase de monopolarité sous la houlette des États-Unis, seul acteur capable de projeter ses forces partout dans le monde. La rapide montée en puissance chinoise a dissipé cette illusion, et le monde semble se diriger vers une nouvelle dipolarité bloquée. Mais c'est sans compter avec d'autres grandes puissances, qui ne se contenteront sans doute pas de subir un nouvel affrontement Est-Ouest sans jouer leur propre partition politico-stratégique. Dans cette hypothèse, la configuration serait oligopolaire, donc marquée par la recherche de l'équilibre. La seule possibilité à exclure est la polypolarité : les grandes puissances ne toléreraient pas le chaos qu'elle implique et auraient tôt fait d'y mettre un terme.

Cette hypothèse d'un scénario oligopolaire probable pour la transpolitie mondiale est testée sur l'Histoire de moyen terme (1492-1914) et de long terme (holocène). Les quatre siècles et plus de la longue domination, empreinte de rivalités internes, d'une Europe extravertie confirment que l'oligopolarité est bien la structure transpolitique maîtresse sur la période, marquée par deux premières vagues de mondialisation. En 1914, cet ascendant européen sans partage paraît déjà menacé.⁹ De nouvelles grandes puissances apparaissent (États-Unis, Russie, Japon), qui prendront bientôt le relais. Les deux guerres mondiales, initiées en Europe, hâteront le déclin de sa domination du monde. J. Baechler conclut :

Le diagnostic d'une oligopolarité planétaire en filigrane peut être plaidé et inspirer la conviction que 1991 a renoué le fil avec 1913 par-dessus la parenthèse 1914-1991. Il n'est pas jusqu'à l'avenir de l'Europe qui ne soit déjà évoquée en filigrane. L'Allemagne est devenue la politique dominante, mais dans un contexte européen inaltéré : la transition de l'hégémonie à l'empire est encore et toujours impossible, car l'Allemagne ne l'emporte pas sur la coalition des autres politiques, d'autant que la Grande-Bretagne est inébranlablement fidèle à sa politique étrangère élaborée à la suite de son éviction du continent européen au 15^e siècle et s'oppose à toute unification politique du continent. La question est déjà posée : quelle place pour les Européens dans un concert planétaire des politiques ? (p.489).

L'holocène – les dix à douze mille ans écoulés depuis la dernière glaciation – confirme également l'hypothèse ; il vérifie en outre que *“le politique est au centre de la condition historique des humains et que la guerre est au cœur du politique pendant toute la période”* (p.490). Toutes les aires civilisationnelles (Chine, Inde, Asie antérieure, Amérinde aztèque et inca) ont connu le processus d'unification impériale, à l'exception de l'Europe – mais aussi de l'Afrique, restée ancrée dans la segmentarité des tribus et chefferies.¹⁰ Elles

⁹ L'auteur ajoute que le colonialisme européen du 19^e siècle ne doit pas faire illusion : c'est un épisode dès l'abord destiné à être relativement éphémère. Il intervient dans une phase de démocratisation, que contredit l'impérialisme. Confrontés au même dilemme que l'empire romain, les États européens ne disposent plus de l'option hiéocratique qui fut celle (césaro-papiste) de Constantin : leurs opinions publiques ne l'auraient pas acceptée. La rapidité de la décolonisation, après 1945, confirme que la contradiction n'était pas tenable.

¹⁰ L'explication semble liée à la géographie : les barrières que constituent le Sahara et la forêt équatoriale ont pu retarder de plusieurs millénaires la néolithisation et inhiber l'émergence d'une aire culturelle maximale nord-africaine. À l'exception plausible des royaumes du Buganda, du Dahomey et, à l'état naissant, du Natal, la coalescence politique n'a pas eu lieu. L'auteur mentionne au passage que la géographie, à cause de la dispersion d'îles sur un très vaste espace, explique également pourquoi la Polynésie n'a pas connu l'attracteur impérial.

resteront très longtemps sans contact les unes avec les autres : les choses à cet égard ne commenceront à bouger qu'avec la première vague de mondialisation au 16^e siècle à l'initiative des Européens. Mais une expérience de pensée suggère que si une transpolitie avait existé entre elles beaucoup plus tôt, la difficulté de conquérir ou subjuguier de très vastes espaces aurait conduit à un équilibre oligopolaire.

L'hypothèse oligopolaire mondiale ne s'érige pas en prédiction : l'avenir est inconnaissable. Sa valeur est heuristique. Elle sert à détecter dans le présent des tendances d'ores et déjà observables, notamment pour ce qui est de la capacité des joueurs à jouer le jeu oligopolaire, de la capacité des non-oligopôles à exploiter les failles de la transpolitie oligopolaire, enfin du type de guerres pouvant en résulter.

Les puissances du premier rang aujourd'hui paraissent *a priori* peu portées à un jeu oligopolaire rationnel, c'est-à-dire conforme à sa logique de recherche de l'équilibre. L'expérience et la tradition (condensées en cultures stratégiques) mais aussi l'idéologie et les passions des unes et des autres y sont pour quelque chose :

[L]'Inde et la Brésil n'ont jamais eu de politique extérieure digne de ce nom dans leur passé séculaire. La Chine entretient, depuis des millénaires, une vision impériale monopolaire, soutenue récemment par un ressentiment puissant instillé par les humiliations subies entre 1840 et 1949. Les États-Unis ont toujours été engagés dans des jeux dipolaires du tout ou rien et adhèrent à l'idéologie d'une mission à conduire dans le monde. Seule la Russie a l'expérience historique du concert européen des nations, ce qui l'a dotée d'une diplomatie de qualité. Mais c'est un empire de fondation séculaire, qui n'a jamais réussi à se départir du principe impérial que tout jeu transpolitique est à somme nulle. Les risques sont donc très élevés que le jeu soit mal joué et qu'il en résulte des développements irrationnels catastrophiques.

Toutefois, il n'est pas impossible que les risques que comporterait aujourd'hui une guerre majeure entre oligopôles soient si extrêmes que ces puissances seraient ramenées à la raison, et que le processus d'apprentissage des règles non écrites de l'oligopolarité prennent moins de temps qu'il n'en a fallu à l'Europe avant les traités de Westphalie.

Ce jeu d'ensemble peut être perturbé par des logiques dipolaires partielles, entre la Chine ou la Russie et les États-Unis, ou entre la Chine et l'Inde. De mauvais calculs sont à redouter, surtout si les passions mauvaises s'en mêlent : le système oligopolaire européen a sombré, pour ces deux raisons, dans la folie guerrière entre 1914 et 1945.

Une autre faille du système réside dans trois lacunes. La première est que l'Europe politique, et par conséquent militaire, n'existe pas. C'est une zone de faiblesse et de basses pressions géostratégiques susceptibles de fausser les calculs et d'abîmer la prudence que requiert la quête collective de l'équilibre.¹¹ La deuxième est l'absence d'une politique d'Asie antérieure, plaque millénaire de civilisation actuellement divisée en trois sous-ensembles, arabe, iranien et turc, sans aucune perspective d'unification. C'est une zone de faiblesse

¹¹ L'auteur relève à ce sujet : “*La stratégie russe actuelle sur sa périphérie occidentale n'acquiert un semblant de rationalité transpolitique que par l'assurance qu'en aucun cas il n'y aura de réaction militaire du côté européen*” (p.494).

plus grande encore, inflammable, ouverte à des manipulations extérieures dont le succès n'est pas garanti, mais que le monde ne peut ignorer en raison des ressources fossiles qu'elle recèle et dont il a encore besoin. La dernière a trait à l'Afrique subsaharienne, que la colonisation européenne a fait bondir de plusieurs millénaires en à peine un siècle en lui léguant la coalescence politique sans les longs processus guerriers de création de polities qu'ont connus les autres continents. Le résultat en est des "*polities fragiles sur des transpolities incertaines*" (p.495), et une troisième zone de faiblesse propice à l'éclatement de conflits violents. Les oligopôles ne peuvent d'autant moins s'en désintéresser que la mondialisation a fait de la planète un système que des perturbations locales peuvent aisément déstabiliser.

La dernière faille est la dissymétrie qui existe entre oligopôles et non-oligopôles. L'écart très large entre les puissances des uns et des autres peut inciter une politie forte à en agresser une nettement plus faible : l'issue n'est pas donnée d'avance, car à condition de ne pas exposer ses forces à un choc frontal, le faible peut gagner en ne perdant pas, et le fort perdre en ne gagnant pas. La situation inverse est irrationnelle, puisque le faible perd en ne gagnant pas et le fort gagne en ne perdant pas, ce qui semble assuré (mais le terrorisme est alors la stratégie adoptée qui, si elle s'installe dans la durée, peut renverser la perspective).

Les types de guerre auxquels il faut s'attendre, si l'hypothèse d'une transpolitie à cinq ou six puissances majeures s'avère exacte, opposent deux oligopôles, ou deux non-oligopôles, ou encore un ou des oligopôles à un ou plusieurs non-oligopôles. (La guerre civile est une possibilité écartée comme hors sujet ici). Le premier cas est improbable en raison des armements disponibles qui le rendraient suicidaire pour les deux parties : la stratégie dominante doit être la dissuasion, prédiction corroborée par les faits jusqu'ici. Le troisième cas n'est guère plus probable, pour des raisons différentes : la partie faible peut toujours tenter d'obtenir l'appui d'un oligopôle tiers, appui qui même non entièrement certain est de nature à dissuader l'agresseur (cas de la Russie face à l'Ukraine, de la Chine contre Taiwan, par exemple) dont l'option rationnelle est de s'abstenir de tout assaut frontal (même si des manœuvres agressives ou d'intimidation en sous-main et/ou par procuration, à la manière "hybride" russe, sont possibles).

Le deuxième cas, en revanche, celui de guerres entre puissances moyennes ou petites sur des transpolities régionales, présente une probabilité plus grande, abondamment attestée au cours des dernières décennies. Il comporte le risque de déstabilisation de l'équilibre mondial, de nature à pousser les oligopôles à intervenir pour inciter au compromis ou imposer un règlement – si du moins ils acceptent la logique de l'équilibre oligopolaire et se persuadent que c'est un jeu à somme positive. Ils peuvent bien sûr chercher à marquer des points les uns contre les autres en soutenant l'un des belligérants. Mais ils sont alors exposés au risque de dérapages et d'une perte de contrôle suffisamment alarmants pour les ramener à la raison et à un règlement collectif imposé. Une autre éventualité est qu'à la faveur d'une guerre civile locale devenue sauvage, la compassion humanitaire engendre une prise de conscience de l'humanité en tant que sujet solidaire de sa propre histoire, ou encore qu'à partir de guerres civiles locales se diffusent des

métastases terroristes assez dangereuses et répandues pour ne pas pouvoir être ignorées et appeler à l'action collective pour tenter d'y mettre un terme. Dans toutes ces configurations, l'imposition de l'ordre oligopolaire donne à l'expression "communauté internationale" plus de substance que ce n'était le cas jusque-là, et à l'action collective le caractère d'opérations de police plus que de guerres. J. Baechler en tire la conclusion en ces termes :

L'hypothèse prédit non pas la disparition de la guerre, mais sa raréfaction par probabilité décroissante, et son remplacement par des opérations croissantes de police (...) sur la transpolitie planétaire. Les faits confirment la prédiction et permettent un diagnostic plus optimiste qu'il n'est courant sur l'état polémologique du monde. On laissera aux historiens du temps présent le soin de conforter ce jugement par l'abondance de détails qui convient (p.499).

De l'oligopole à une confédération planétaire ?

Politie et transpolitie fondent le concept de guerre et la distinguent d'autres conflits violents. Le passage de l'une à l'autre en est soit la cause, soit l'effet. La guerre peut en effet unifier une transpolitie par la conquête ; la désintégration d'une politie y conduit souvent aussi, comme au Biafra en 1968-1970 ou dans l'ex-Yougoslavie de 1990-1995.

Les meilleures chances de paix aujourd'hui seraient assurées par le passage, encore peu probable, d'une transpolitie oligopolaire vers une fédération mondiale sans recours à l'attracteur impérial, sans doute voué à l'échec dans les circonstances présentes et à venir. Les oppositions existantes entre oligopôles, fondées sur des intérêts, des idéologies, des passions ou des identités, sont trop fortes pour que soit envisageable à court terme la marche accélérée vers une politie mondiale assurant la paix par la justice – pourtant incluse dans la paix comme fin du politique, lui-même ordre prééminent parmi les ordres d'activité des humains. Entre fédération mondiale et maintien de l'équilibre oligopolaire, toutefois, un terme intermédiaire existe : la confédération.

Le modèle confédéral est "*une alliance étroite entre plusieurs polities qui conviennent de régler pacifiquement leurs conflits, en les portant devant une instance d'arbitrage commune, et de faire front ensemble (...) envers l'extérieur*" (p.499). Il se distingue du modèle fédéral, véritable politie. La raison en est que la confédération repose sur "*des délégations renouvelées à une instance qui n'a de substance que pour autant qu'elle bénéficie de délégations. (...) Le dispositif impose la règle de l'unanimité, qui confère à chaque politie constitutive un pouvoir de blocage*", ce dont "*il doit résulter un alignement sur le plus petit dénominateur commun*" (...), "*une efficacité limitée, et un risque d'impuissance*" face à l'extérieur (p.500). Chaque politie confédérée peut à tout moment faire défection, ce que la confédération ne peut empêcher, sauf à déclencher une guerre qui serait contraire à ses principes premiers. Sur un continuum allant de la transpolitie oligopolaire maintenue à la quasi-politie que serait une confédération mondiale, on peut imaginer des positions intermédiaires multiples.

Dès lors, il s'agit de repérer dans le présent des indices plaidant en faveur d'une progression de l'humanité à l'âge de la mondialisation au-delà de l'oligopolarité pure dans le sens de la confédération et d'une quasi-politie, capable de définir des règles du jeu et un droit et de se mettre en quête du bien commun de l'humanité, en attendant une mutation éventuelle vers une politie fédérale planétaire (*ibid.*).

L'humanité comme sujet de l'Histoire ?

Des indices convergents de cette tendance existent bel et bien. L'un est la montée de la référence aux droits de l'Homme, ensemble de droits-libertés, de droits-créances, et de prohibitions d'actes individuels ou collectifs inhumains (torture, viol, génocide, épuration ethnique), qui "*affirment que la démocratie est le régime politique naturel de l'espèce en tant que telle et qu'un être humain ne peut devenir pleinement humain que sous un tel régime*" (p.501). Ces droits sont à promouvoir par tout un chacun, et à faire respecter par la pédagogie, l'ingérence publique ou privée extérieure là où ils sont bafoués, mais encore par des juridictions à compétence universelle. "*Cette co-responsabilité s'apparente fort à une concitoyenneté planétaire*" (p.502), fait passer d'une humanité en soi à une humanité pour soi, et contribue à accréditer l'idée qu'elle doit devenir sujet de sa propre histoire.

Une perversion idéologique consiste à considérer que les humains sont entièrement définis par leur appartenance à l'humanité. C'est oublier que la nature humaine n'est que virtuelle et qu'elle ne s'incarne qu'au travers de socialisations particulières ; c'est en outre nier l'historicité de l'humanité, expression de sa liberté. La diversité des acculturations possibles et des histoires particulières "*n'est pas l'héritage dépassé d'un stade surmonté de dispersion de l'espèce en variétés artificielles, mais un caractère essentiel de l'espèce en tant qu'espèce*" (p.503). Une autre perversion idéologique consiste, au contraire, à nier les droits de l'homme comme simple expression de la culture occidentale et à faire des exhortations à les respecter, des ingérences et des juridictions universelles les signes de son arrogance et des instruments de sa domination sur d'autres cultures. Or,

les conditions particulières d'une émergence n'exclut pas l'universalité de l'émergé, pas plus que les circonstances européennes de la naissance de la science au 17^e siècle n'en compromettent la validité universelle (p.507).

Un second indice est l'universalisation du capitalisme comme régime économique le mieux à même d'assurer la prospérité, y compris dans des régimes nominale ment communistes après que l'effondrement de l'URSS a illustré et sanctionné la faillite d'économies intégralement administrées d'en haut, peu soucieuses de préserver les espaces privé et intime. Lui non plus n'est pas exempt d'interprétations idéologiques fausses, telle celle qui consiste à voir dans le développement économique la fin dernière de l'humanité alors qu'il ne concerne que l'accroissement des ressources à mettre en face de besoins que seuls le politique et l'éthique sont à même d'évaluer et d'orienter.

Mondialisation des problèmes

L'émergence d'une humanité consciente de sa communauté de destin est fille de l'interdépendance accrue des politiques et sociétés qu'engendre la mondialisation. Les problèmes écologiques communs à tous attirent l'attention depuis qu'il est devenu manifeste que l'humanité, libre mais faillible, perturbe les équilibres et autorégulations des règnes physique et vivant. Des "effets papillon" gigantesques, déjà accomplis ou seulement redoutés pour l'avenir, renforcent la perception d'interdépendances multiples. Il en va de même des questions démographiques – des bouleversements engendrés par des taux

différentiels de fécondité, des interrogations sur la capacité à nourrir une population mondiale croissante avant que la transition démographique ne se généralise, et plus encore des problèmes politiques liés aux flux de migration. Mais on pourrait multiplier les domaines qui renforcent ces perceptions de l'unité de la planète et de l'espèce humaine, à commencer par la pandémie en cours (non citée puisque encore à venir au moment de la sortie de l'ouvrage).

Le laboratoire culturel

Des recompositions culturelles sont impliquées par l'hypothèse de la modernité comme mutation matricielle. Il s'agit, comme précédemment, d'imaginer des modèles hypothétiques d'évolution, et de repérer des signes actuels de telles inflexions.

La première concerne les morphologies, qui font tenir ensemble individus, groupes et réseaux au moyen d'un principe de solidarité. Les sociétés se sont fondées jusqu'ici soit sur des groupes constitués en polities (cités, chefferies, nations, empires), soit sur des ensembles intégrés de groupes emboîtés (bandes, tribus, castes, féodalités). L'hypothèse est ici qu'elles pourraient se recomposer sur la base de réseaux spécialisés autour d'ordres d'activité, juxtaposés mais susceptibles de se coaguler en groupes fluides en fonction d'objectifs communs. L'auteur note que les États-Unis se prêtent mieux que l'Europe à de tels développements parce que la variante de la nation qu'ils ont adoptée repose sur la définition et le respect des règles du jeu plus que sur une substance historique collective. L'Europe, terre de naissance de la nation, n'est pas une nation et ne le sera pas. L'union politique et les exigences de l'adaptation à la recomposition de la transpolitie planétaire mettent en relief la disjonction croissante entre politie et nation. Son inadaptation appelle une morphologie nouvelle, qui pourrait prendre la forme esquissée ci-dessus. Le retour perceptible au sens médiéval de la nation, plus culturel et affectif que politique et idéologique, semble aller dans ce sens.

En matière démographique, l'hypothèse est que le monde est à l'abri des effondrements ou explosions de l'ère prémoderne, que le pool génétique, divisé en isolats pendant des millénaires, s'unifie à l'échelle de la planète, et que les modèles familiaux se diversifient, sans qu'il soit possible de savoir si cela se soldera par une hausse, une stagnation ou une baisse de la population mondiale.

La modernité rend par ailleurs moins utiles, sauf révélations nouvelles, les détournements idéologiques, politiques ou sociaux des religions. Elles ne connaissent pas de bouleversements doctrinaux, et sont plus individuelles et privées, car fondées sur la libre adhésion, même si leurs adeptes créent des réseaux, et même à l'occasion des groupes de pression. Des schismes et des crises périodiques se manifestent en raison des contraintes de la décision collective. Toutefois, ces religions épurées et à la carte sont surtout le fait de la plaque occidentale : les autres plaques ne sont que peu ou pas du tout gagnées par la modernité religieuse. L'islam, qui a hérité de la tradition d'Asie antérieure une quasi-confusion entre communauté et société, est en porte-à-faux avec la sécularisation moderne.

Enfin, les polities parfaitement délimitées héritées de la conception européenne deviennent plus fluides. Leur définition en tant que cadre au sein duquel s'opère la

pacification par la justice de tous les conflits cède la place à une autre où il y a autant de politiques que de types de conflits à résoudre. Une telle configuration est en harmonie avec la différenciation des ordres et la morphologie en réseaux. Elle se heurte toutefois à la difficulté que constituent pour elle d'autres politiques qui conservent la configuration ancienne. Mais elle peut être facilitée par la transformation de la transpolitie oligopolaire en quasi-politie. Une étape ultime serait franchie (il est impossible de dire si elle le sera, et à quelle date) si les oligopôles se décomposaient en tant que politiques (non nécessairement en tant que plaques culturelles) et si la quasi-politie mutait en politique planétaire à définition variable selon les problèmes à résoudre.

La construction européenne en fournit un modèle réduit, puisque la déconstruction des politiques-nations rigides y est à l'œuvre au bénéfice d'une politique à géométrie variable, si du moins les contraintes du jeu planétaire lui en laissent le loisir. À l'échelle planétaire, des institutions internationales de tous ordres (associatif, juridictionnel, économique, culturel, politique) pointant dans la même direction sont en place – à cette réserve près que leur substance n'est encore que celle que les politiques veulent bien leur concéder. *“Mais l'histoire humaine n'est pas finie. En un certain sens, celui des histoires unifiées de l'humanité une, elle ne fait que commencer, après des dizaines de millénaires d'histoire naturelle et des millénaires d'histoires traditionnelles de l'humanité dispersée”* (p.516).



L'ouvrage se termine sur un récapitulatif magistral où se résume une pensée originale et forte qui fait de la polémologie, science de la nature, des dimensions, du rôle et des impacts de la guerre, un département de la politologie, elle-même partie centrale de l'anthropologie au sens large de science du règne humain. L'auteur avait d'emblée précisé le but et la portée de son propos : non pas redire, par l'exégèse et le commentaire, ce que Clausewitz et Raymond Aron (figures auxquelles le volume est dédié) avaient fort bien dit avant lui dans les deux ouvrages qu'il tient pour indépassables – *De la guerre, Paix et guerre entre les nations* –, mais labourer le même champ, et resituer leurs analyses, selon un point de vue distinct : celui de la sociologie historique et de l'histoire sociologique embrassant, autant que la documentation le permet, la totalité des aires civilisationnelles et des époques. Le pari a été tenu, et de manière étourdissante.

Le livre refermé après une seconde lecture attentive, on peine à lui trouver des défauts. Les plus apparents, ses néologismes de prime abord déroutants, la multiplication des distinctions conceptuelles fines, s'avèrent non seulement utiles mais, l'accoutumance du lecteur venant, particulièrement éclairants. On n'a aucun mal à justifier “politie” et “transpolitie” : “État” et “relations internationales” seraient anachroniques ou inadaptés dans beaucoup des périodes et des contextes abordés. On a un peu plus de difficulté pour commencer (surtout si l'on n'a pas fait de grec ancien) avec les nuances qu'introduisent, par exemple, “sodalité”, “socialité” et “sociabilité”, mais l'on finit par comprendre, quelques pages ou chapitres plus loin, comment ces distinctions servent la démonstration. Il n'est pas jusqu'aux nombreuses redites émaillant le texte – des reprises du raisonnement à son point de départ – qui ne s'avèrent précieuses. On les sanctionnerait sans doute dans

une copie d'examen, mais dans un ouvrage de 538 pages où se déploie une argumentation fort complexe et qui (on l'aura deviné) ne se lit pas comme un roman, elles se révèlent tout à fait bienvenues : elles permettent de le lire chapitre par chapitre séparément, à des moments différents, sans avoir à se reporter à chaque fois aux passages antérieurs qui explicitent la démarche d'ensemble. En réalité, le seul reproche sérieux qu'on peut adresser à ce gros volume est l'absence d'index : il faciliterait grandement la tâche du lecteur, et on ne saurait trop conseiller à l'éditeur d'en ajouter un lors d'une nouvelle édition éventuelle.

On l'aura compris, *Guerre, Histoire et Société* est un livre important, sans doute aussi précieux que ses deux modèles affichés. Sa lecture s'impose aux spécialistes des sciences sociales et de la chose militaire, qui y trouveront leur compte comme rarement. Mais on pourrait rêver que le méditent aussi les conseillers de ceux qui un jour seraient placés par les circonstances et leur position devant le choix tragique de la guerre ou de la paix. Puisse ce compte-rendu d'une longueur inaccoutumée les y inciter !

Bernard Boëne